

Table ronde : quelles sont les actions nécessaires ?

Responsabilité sociale des entreprises : les évolutions

Leçons sur l'enseignement

Conclusions de la Réunion ministérielle du Conseil 2014

N° 299 T2 2014

www.observateurocde.org

Après le Rana Plaza

Pour une conduite responsable des entreprises



9 770029 705002

2/3 JUIN
2015

OCDE FORUM 2015

L'édition 2015 du Forum de l'OCDE se tiendra les 2 et 3 juin à Paris, en parallèle de la principale réunion ministérielle de l'OCDE les 3 et 4 juin.

Les principaux thèmes incluront :

- le retour à une croissance plus équilibrée et durable alliant distribution équitable des revenus et des chances
- les nouveaux cadres internationaux dans les domaines du développement, du changement climatique, et de l'égalité homme-femme
- l'investissement dans de nouvelles sources de croissance telles que l'économie numérique et un avenir sobre en carbone
- le rétablissement de la confiance grâce à des systèmes fiscaux plus équitables, la responsabilité des entreprises, la lutte contre la corruption et le gouvernement ouvert

**Bloquez ces dates et rejoignez-nous
pour discuter de ces enjeux !**

www.oecd.org/fr/forum

POINTS DE VUE

- 2 **Retraite : le bon âge ; Les choix fiscaux allemands ; Inaccessibles données ouvertes ; Retweets**

ÉDITORIAL

- 3 **Construire un monde inclusif, résilient et responsable**
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

EN BREF

- 4 **Ralentissement prévu de la croissance mondiale — et enrichissement des hauts revenus ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Décollage des dépenses de santé ; PME : financement difficile ; Écart de productivité ; Best of**

DOSSIER : LA CONDUITE RESPONSABLE DES ENTREPRISES

- 7 **Chefs d'entreprise : vous êtes responsables de vos chaînes d'approvisionnement**
Roel Nieuwenkamp, Président, Groupe de travail de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises
- 9 **Responsabilité sociale des entreprises : de bonnes pratiques pour une nouvelle ère**
Jane Nelson, Directrice de l'Initiative pour la responsabilité sociale des entreprises, Harvard Kennedy School
- 9 **Hommage**
- 11 **Le prêt-à-porter au Bangladesh : un secteur sorti de l'oubli**
Khadija Farhana, Journaliste indépendante, Dacca, Bangladesh
- 12 **Quelle voie suivre ? Table ronde réunissant les gouvernements, les entreprises, les syndicats et la société civile, avec :**
Lilianne Ploumen, ministre du Commerce extérieur et de la Coopération pour le développement, Pays-Bas ; Marine de Carné, Ambassadrice chargée de la responsabilité sociale des entreprises, France ; Winand Quaedvlieg, Président du Comité de l'investissement du BIAC ; Philip Jennings, Secrétaire général, UNI Global Union ; Janos Pasztor, Directeur exécutif par intérim des programmes de conservation, WWF International

GOUVERNANCE

- 16 **La politique et le casse-tête de la confiance**
Carne Ross, Fondateur et Directeur exécutif, Independent Diplomat
- 18 **Podium : Sodexo**
- 19 **Perspectives économiques : pour une reprise résiliente**

ÉDUCATION ET COMPÉTENCES

- 21 **Leçons sur l'enseignement**
Andreas Schleicher
- 22 **Podium : ONLYGLASS**

COMMERCE ET TECHNOLOGIE

- 23 **E-Commerce : le commerce international à l'appui du développement durable**
Saemundur Finnbogason, Étudiant chercheur, Université de Lund, Suède, et Hanne Melin, Conseillère stratégique politiques publiques EMEA, eBay Inc.

OCDE.ORG

- 26 **Forum de l'OCDE : la sagesse est plus utile que jamais**
- 27 **Conclusions politiques de la Réunion du Conseil 2014**
- 29 **Discours récents d'Angel Gurría ; Liste des ambassadeurs auprès de l'OCDE**
- 30 **Programme des conférences ; Frankie.org**

LIVRES

- 31 **Bitcoin : bientôt monnaie courante ?**
- 32 **Meilleures ventes**
- 33 **Nouvelles publications**
- 37 **Spécial éthique et gouvernance d'entreprise**
- 38 **Le Myanmar investit dans l'avenir ; La France en mal de compétitivité**

BANQUE DE DONNÉES

- 39 **L'économie du bonheur ; La pollution tue**
- 40 **Y a-t-il autre chose que le foot dans la vie ? « Transformar o Jogo Bonito em Vida Bonita »**
Anthony Gooch
- 42 **Principaux indicateurs économiques**
- 44 **La tolérance en crise ?**

BON DE COMMANDE



La ministre néerlandaise Ploumen mène notre Table ronde sur la conduite responsable des entreprises, page 12



Valoriser les enseignants, page 21



Le ministre japonais des Affaires étrangères Kishida et le Secrétaire général de l'OCDE Gurría : Conclusions de la Réunion ministérielle, page 27



Le ministre brésilien Rebelo et Pelé : la vie au-delà du foot, page 40



L'Observateur

www.observateurocde.org
© OCDE juin 2014

ISSN 0304-3398
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.ocde.org

Publié en français et en anglais par l'OCDE
RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Loïc Verdier
COORDINATRICE ÉDITORIALE : Diana Klein
ÉDITRICE VERSION FRANÇAISE : Ileana Epsztajn
ASSISTANTS ÉDITORIAUX : Anne-Claire Genthialon, Neila Bachene
MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande
ILLUSTRATIONS : Charlotte Moreau, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory J. Clarke
RESPONSABLE PUBLICITÉ : Aleksandra Sawicka
PRINTERS : SIEP, France; Chaîne de contrôle certifiée

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, Cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Tous droits réservés. OCDE 2014

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org
ou commentez nos articles sur
www.observateurocde.org et
www.oecdinsights.org

Retraite : le bon âge

Vous écrivez que la tendance est à l'allongement de la vie professionnelle, et que « la norme évolue vers le maintien d'une activité professionnelle » après l'âge habituel de la retraite (« Bienvenue aux candidats seniors », *L'Annuel de l'OCDE 2014*, www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde). Mais cela ne signifie pas que l'âge officiel de la retraite devrait disparaître. Comme pour aller à l'école ou voter, celui-ci est un repère, pour l'action publique comme pour les décisions individuelles.

Certes, il est désolant que certains employeurs poussent les plus de 50 ans à la retraite anticipée pour faire des économies à court terme. La charge est alors transférée sur les deniers publics, et les compétences, l'expérience, la productivité des personnes concernées sont perdues. Les gouvernants devraient s'attaquer à ce problème par des mesures fiscales ou autres. Des personnes de plus de 60 ans en parfaite santé ne devraient pas non plus être obligées de partir si elles désirent continuer à travailler.

Mais sans âge de départ précis, beaucoup de seniors pourraient se sentir contraints de travailler encore, même s'ils n'en sont plus capables, ce qui peut générer un grand stress. La perspective de la retraite peut également être stimulante. Avec une date précise, les seniors sont incités à préparer leur retraite ; sans, ils risquent d'être découragés. Et si l'on vit plus longtemps, ce n'est pas forcément en bonne santé, et certains seniors doivent parfois s'occuper de proches encore plus âgés. Il est donc important de conserver un âge de départ officiel, qui ne doit pas devenir comme vous le suggérez « anachronique ».

R. J. Doyle, Dublin, Irlande

Les choix fiscaux allemands

Vous proposez d'alourdir l'impôt sur les plus-values de l'immobilier résidentiel (hors logements occupés par leur propriétaire)

afin d'améliorer la répartition des revenus et accroître les recettes publiques (*Étude économique de l'Allemagne 2014*, www.oecd.org/fr/Allemagne). Or, pour beaucoup de salariés de PME appartenant aux classes moyennes, les investissements immobiliers représentent un complément de retraite, et pour nombre d'anciens travailleurs indépendants, c'est même le principal revenu. Plutôt que d'augmenter la pression sur ces contribuables et de décourager l'investissement en augmentant l'impôt sur les plus-values, le gouvernement devrait soutenir les investissements dans l'immobilier, ce qui pourrait faciliter la planification des retraites privées et permettre de contrer l'augmentation constante de la pauvreté chez les personnes âgées. Ajouté à la pression fiscale et aux faibles taux d'intérêts pratiqués par la BCE qui appauvrissent insidieusement les déposants, un relèvement de l'impôt sur les plus-values ne ferait qu'ébranler davantage la responsabilité individuelle et la confiance des citoyens.

Julia Münch, Wald-Michelbach, Allemagne

Inaccessibles données ouvertes

The engine room (www.theengineroom.org) cherche à rapprocher activités militantes et technologie en s'appuyant sur la recherche et les réseaux. Nous travaillons avec CIVICUS à concevoir et mettre en œuvre le projet DataShift (thedatashift.org) : il s'agit d'étudier les données générées par les citoyens, d'apprécier leur utilité dans le suivi des objectifs de développement pour l'après-2015, et d'identifier les actions requises pour mieux concilier comparabilité et portée des données au profit d'une action militante éclairée.

En lien avec le sujet, il faut aussi citer le Responsible Data Forum (<https://responsibledata.io>), série d'événements collaboratifs organisés conjointement par Aspiration et The engine room, pour élaborer des outils et stratégies visant à résoudre les défis d'éthique, de sécurité et de respect de la

vie privée auxquels sont confrontés ceux qui militent pour des données ouvertes.

Concernant l'efficacité des données ouvertes et leur contribution au bien public, il importe de prendre en compte le lien entre, d'une part, les données elles-mêmes, et la manière dont elles sont présentées ainsi que les stratégies et modalités de leur utilisation d'autre part. L'ouverture des données par les institutions publiques est certes une démarche louable et importante. Cependant, il est primordial que les données soient facilement accessibles non seulement à l'homme, grâce à l'organisation des contenus, à l'étiquetage sémantique des informations et à l'utilisation de formats ouverts (.csv) et d'informations téléchargeables intégralement, mais aussi aux machines, grâce à des interfaces de programmation, des structures de données lisibles par les ordinateurs et des métadonnées abondantes. Il est regrettable mais fréquent que des données en ligne publiées par des institutions soient extrêmement difficiles d'accès.

Tin Geber, commentaire d'une discussion sur Wikiprogress.org, juin 2014

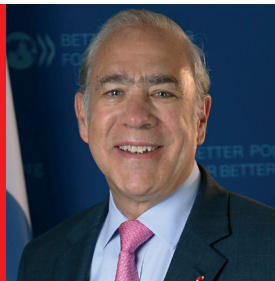
Retweets

Version bêta du nouveau portail de #donnees : trouver, comparer, partager les dernières statistiques de l'OCDE <http://data.oecd.org/pic.twitter.com/DmV3q7qmjn>
Merci @mikakosinska de rappeler que les progrès de la lutte contre la #démence ne se réduisent pas aux médicaments @OECDObserver

Qui dit emplois de qualité dit nouvelle donne. « Piketty », ça fait « piquet de grève » @PJenningsUNI #oecdwk #Oecdblue
Réformer l'immigration ferait passer la croissance et la fortune de l'économie informelle à l'économie formelle. C'est une priorité. Jason Furman #OECDwk @OECDObserver Faux ! Ça surchargerait les services sociaux. @ChipMitchell1

Les commentaires et courriers peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Écrivez-nous sur observer@oecd.org ou sur ces portails : www.observateurocde.org, www.oecdinsights.org, ou sur les autres portails mentionnés sur cette page.

Construire un monde inclusif, résilient et responsable



Les nuages se dissipent, mais nous devons unir et amplifier nos efforts pour éloigner la tempête

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

« Des économies résilientes et des sociétés inclusives : donner à chacun les moyens de l'emploi et de la croissance » : le thème de la Réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM), tenue à Paris les 6 et 7 mai derniers, en parallèle avec le Forum de l'OCDE (5 et 6 mai), était particulièrement pertinent alors que l'incertitude économique mondiale, le chômage et le creusement des inégalités soulignent la nécessité de donner à tous les moyens de réaliser leur potentiel.

Qui mieux que le Japon, qui présidait cette année la RCM à l'occasion du cinquantenaire de son adhésion à l'OCDE, peut incarner la notion de résilience ? Confronté à des catastrophes naturelles et à une récession économique prolongée, ce pays a toujours su rebondir. Nous avons eu l'honneur d'accueillir le Premier ministre, M. Shinzo Abe, et de bénéficier de son analyse passionnante des réformes structurelles entreprises pour revitaliser l'économie japonaise.

Comme le Japon, tous les pays de l'OCDE et ses pays partenaires sont déterminés à sortir renforcés de la crise et à bâtir un avenir plus résilient et plus inclusif. La RCM et le Forum l'ont affirmé avec force et clarté : les décideurs doivent agir sans attendre pour stimuler la reprise mondiale et s'assurer que les bénéfices en sont largement répartis grâce à une croissance plus inclusive.

Lors de notre réunion annuelle, les ministres ont souligné leur engagement à mener des politiques susceptibles de créer des emplois de qualité, améliorer le bien-être, protéger l'environnement, restaurer la confiance et donner à chacun les moyens de participer activement à la société. Ils ont notamment adopté la Déclaration relative à l'échange automatique de renseignements en matière fiscale entre pays et juridictions, qui définit une norme internationale permettant d'accentuer les efforts de transparence financière et de lutte contre la fraude fiscale. Pour encourager une croissance verte, ils ont souscrit à la Déclaration sur le changement climatique, qui aidera l'OCDE à définir les différentes mesures requises pour atteindre l'objectif « zéro émission nette de carbone » à l'horizon 2050, et contribuera au succès de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 15), à Paris en 2015. Les ministres ont aussi invité l'Organisation à approfondir ses travaux sur la protection de la vie privée sur internet, et ont adopté la Recommandation de l'OCDE sur la gouvernance des risques majeurs, d'origine humaine ou naturelle.

Les ministres ont aussi pu débattre de la manière dont l'éducation et les compétences peuvent autonomiser tous les citoyens – notamment les femmes, les jeunes et les seniors – et ont salué le rapport *All on Board : Making Inclusive Growth Happen*, qui analyse les moyens de garantir un meilleur partage des chances de s'épanouir dans la santé

et le bien-être. Ils se sont aussi penchés sur les premières conclusions et recommandations des initiatives sur les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et sur la croissance inclusive, qui tirent les leçons de la crise pour encourager une évaluation sans a priori des différentes politiques possibles.

Ce n'est là qu'un échantillon des moments forts de la réunion ministérielle de l'OCDE, dont les déclarations et les conclusions sont disponibles sur www.oecd.org/fr/rcm et dont ce numéro de *L'Observateur de l'OCDE* donne un aperçu. Il en ressort que notre action est dictée par la détermination à restaurer la motivation et la confiance, si indispensables au progrès. Les citoyens, ayant perdu confiance dans la politique, les banques, les médias, et même dans leur prochain, ressentent un sentiment de découragement. Il appartient aux décideurs politiques de regagner cette confiance.

Mais ils n'y parviendront pas seuls. Les entreprises, qui créent des emplois, de la richesse et des débouchés, animent le développement mondial et influencent idées et mentalités, doivent les épauler dans cette tâche. Il faudra travailler ensemble à l'amélioration constante des règles concernant notamment la fraude fiscale, les marchés publics, la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement, la gouvernance d'entreprise, les conflits d'intérêts, le lobbying et la corruption. Il faudra également renforcer l'état de droit et la bonne gouvernance, dans le public comme dans le privé, et tirer parti de tout l'arsenal offert par l'OCDE : conventions et principes, cadres de référence, examens par les pairs et mécanismes de normes non contraignantes, rassemblés dans notre initiative CleanGovBiz.

Comme en témoigne le dossier de cette édition, il est essentiel d'améliorer la conduite des entreprises. Cet impératif a été souligné lors de la RCM et a inspiré le message clé du Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises et de la réunion ministérielle informelle, tenus à l'OCDE les 26 et 27 juin : les entreprises internationales doivent faire plus que le strict minimum. Que ce soit avec leurs salariés, leurs sous-traitants, leurs clients, les autorités fiscales ou dans le secteur de l'environnement, elles doivent agir de façon responsable tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sont à cet égard un instrument très utile : ils offrent aux entreprises un cadre de référence juste, solide et internationalement reconnu, tout en donnant au public la possibilité de se faire entendre via les points de contact nationaux.

L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en 2013, tuant plus d'un millier d'ouvriers confectionnant des vêtements destinés aux marchés occidentaux, a tragiquement rappelé l'interconnexion des marchés et l'importance vitale de la conduite responsable des entreprises. J'exhorte les employeurs, les syndicats et la société civile à joindre leurs forces pour veiller au respect des principes directeurs partout dans le monde, dans l'intérêt de tous.

Les nuages de la crise se dissipent, mais, pour que la tempête s'éloigne, secteurs public et privé doivent redoubler d'efforts – à l'échelle locale, nationale et mondiale – afin de bâtir ensemble le monde inclusif, résilient, heureux et sûr que nous désirons et méritons tous.

www.observeurocd.org/angelgurría

www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral

En bref

Ralentissement prévu de la croissance mondiale –

Pendant les prochaines décennies, la croissance économique mondiale devrait encore ralentir et les inégalités de revenu se creuser, selon le nouveau rapport de l'OCDE *Un nouveau virage à prendre : les grands enjeux des 50 prochaines années*. Le vieillissement des populations et le ralentissement progressif de la croissance dans les grands pays émergents feront passer le taux de progression annuelle moyen du PIB mondial de 3,6 % sur la période 2010-2020 à 2,4 % en 2050-2060. L'innovation et l'investissement dans les compétences

constitueront les principaux moteurs de la croissance. Le changement climatique joue également un rôle clé : à moins d'une réduction des émissions de CO₂, il pourrait faire baisser le PIB mondial de 1,5 % d'ici 2060, et de presque 6 % en Asie du Sud et du Sud-Est, selon le rapport. Les progrès techniques feront augmenter la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée. Sans

changement de politique, les pays de l'OCDE pourraient être confrontés, d'ici 2060, à une nouvelle poussée des inégalités de revenu, les rapprochant du niveau actuellement observé aux États-Unis. La montée des inégalités compromet la croissance, notamment en bloquant les opportunités économiques.

Voir <http://oe.cd/Cn>

– et enrichissement des hauts revenus

Ces 30 dernières années, la part des 1 % les plus riches (avant impôts) a progressé dans la plupart des pays de l'OCDE. Ceux-ci ont

en effet capté une part disproportionnée de la progression globale des revenus : jusqu'à 37 % au Canada et 47 % aux États-Unis, selon une nouvelle analyse de l'OCDE.

Même dans les pays nordiques, traditionnellement plus égalitaires, la part des 1 % les plus riches dans le total des revenus a augmenté de 70 %, pour atteindre 7-8 % environ. Cette progression a été beaucoup moins marquée en Espagne, en France et aux Pays-Bas.

Les revenus des ménages les plus modestes n'ont pas progressé au même rythme que le total des revenus, et nombre d'entre eux n'ont pas vu leur situation financière s'améliorer depuis le milieu des années 1980. En moyenne, les revenus réels des 1 % les plus riches ont progressé de 4 % en 2010, alors que ceux des 90 % les moins aisés de la population ont stagné.

Voir <http://oe.cd/Co>



Verbatim

Crise d'incompréhension

« Il est incroyable que, près de sept ans après [l'éclatement de la crise financière], nous ne comprenions toujours pas précisément certains des aspects essentiels du fonctionnement des marchés de capitaux. »

David Wright, Secrétaire général de l'OICV, *Financial Times*, 19 juin 2014

Fair-play

« Il faut récompenser les pays et territoires qui jouent le jeu et sanctionner les autres. »

Jane Dellar, Présidente de la Chambre de commerce, Île de Man, *Financial Times*, 13 mai 2014

Les bénéfices de l'austérité portugaise

« Il fallait procéder très rapidement à des changements, qui se sont faits dans la douleur pour beaucoup. Mais en résultat, l'économie est aujourd'hui beaucoup plus forte et capable de faire face à la concurrence mondiale qu'il y a trois ans. »

António Jorge, Directeur général de Sogepoc, *International New York Times*, 6 mai 2014

Un choix judicieux

« Juste avant la hausse de la taxe sur la consommation, les dépenses de consommation ont explosé, [même si] elles accusent une nette contraction aujourd'hui. Mais en définitive, cette baisse est conforme ce que nous attendions, voire moindre. »

Haruhiko Kuroda, Gouverneur de la Banque du Japon, CNBC, 5 mai 2014

Économie

Le PIB de la zone OCDE a progressé de 0,2 % au premier trimestre 2014 (contre 0,5 % au trimestre précédent), principalement grâce à la **consommation privée** (0,3 point de pourcentage), tandis que la réduction des stocks a pesé de 0,2 point sur la croissance. Celle-ci demeure relativement soutenue en Allemagne et au Royaume-Uni (0,8 %), alors qu'elle s'est repliée de 0,1 % en Italie. La croissance a augmenté de 0,3 % dans l'UE et de 1,5 % au Japon (contre 0,1 % au quatrième trimestre 2013).

Dans la zone OCDE, l'**inflation** a progressé de 2,1 % en glissement annuel en mai 2014, contre 2 % en avril, reflétant principalement la hausse des prix de l'énergie et de

l'alimentation (respectivement de 3,4 % et 2,2 % en mai, contre 2,7 % et 2 % en avril).

Les **coûts unitaires de main-d'œuvre** ont augmenté de 0,4 % au premier trimestre 2014 dans la zone OCDE. En dépit d'une hausse de 0,3 % de la rémunération de la main-d'œuvre par salarié, la productivité du travail a baissé pour la première fois depuis 2012, de 0,2 %.

Le **commerce des marchandises** a chuté de 2,7 % dans les principales économies mondiales au premier trimestre 2014, tandis que la croissance des importations stagnait. Les importations et les exportations ont diminué de 0,9 % et de 7,3 % respectivement en Chine, de 3,3 % et de 2,9 % au Canada et de 3,2 % et 4,3 % au Royaume-Uni. Au Brésil, les exportations ont diminué de 5,8 % alors que les importations n'ont augmenté que

Pays en bref

L'Italie doit prendre des mesures supplémentaires pour faciliter l'intégration des immigrés et les aider à acquérir les compétences dont ils ont besoin, selon le nouveau rapport *Les migrants et l'emploi*. www.oecd.org/fr/italie

Selon l'*Examen de l'OCDE des politiques d'innovation*, la France doit trouver des solutions pour encourager l'innovation dans le secteur privé, renforcer la responsabilité des organismes publics et augmenter les fonds de R&D. www.oecd.org/fr/france

Selon *OECD Health Care Quality Review*, la République tchèque pourrait endiguer la poussée actuelle du diabète et d'autres maladies chroniques en renforçant les programmes de soins de santé primaires et de prévention. www.oecd.org/fr/tcheque

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes doivent améliorer leur gestion budgétaire, le recouvrement de l'impôt et l'égalité salariale dans le secteur public, selon un rapport conjoint OCDE-Banque interaméricaine de développement (BID). www.oecd.org/fr/dev/ameriques

Le 18 juin, Andorre s'est engagée en faveur de l'échange automatique de renseignements en matière fiscale, en devenant le 48^e pays signataire de la Déclaration de l'OCDE. www.oecd.org/fr/pays/andorre

Pour promouvoir une économie créatrice et porteuse de croissance à long terme, la Corée devrait mettre en place diverses réformes,

de 1,9 %. Seules l'Allemagne et l'Italie ont vu leurs exportations croître, de 2,1 % et 1,5 % respectivement.

Le taux de chômage était de 7,4 % en avril 2014 dans la zone OCDE, en baisse de 0,1 % par rapport à mars. Le nombre de chômeurs se chiffrait à 45 millions, soit 4,9 millions de moins par rapport au pic d'avril 2010. Le taux de chômage a reculé de 0,1 point pour s'établir à 25,1 % en Espagne, et de 0,4 point aux États-Unis. Il est resté stable au Canada, à 6,9 %, et a progressé de 0,2 % en Corée, pour atteindre 3,7 %.

Voir www.oecd.org/fr/std/ communiqueesdepresseurlesstatistiques.htm



Simon Photos/Matignon

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Manuel Valls, Premier ministre de la France, lors d'une rencontre à Matignon le 24 juillet 2014

selon l'*Étude économique de la Corée*. www.oecd.org/fr/coree

Selon l'*Étude économique du Canada 2014*, le Canada devrait réduire les risques sur le marché de l'immobilier et remédier aux pénuries de qualifications spécifiques. www.oecd.org/fr/canada

Le 9 juin dernier, l'OCDE a lancé au Brésil une version portugaise de son Indicateur du vivre mieux, disponible pour plus de 240 millions de lusophones dans le monde. www.oecd.org/fr/bresil

En Pologne, les autorités de régulation devraient renforcer le droit de la concurrence et continuer à diminuer les formalités administratives pour les entreprises. www.oecd.org/fr/pologne

Pour atteindre un objectif de zéro émissions nettes en 2050, la Suède devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre en améliorant l'efficacité de sa fiscalité carbone et en limitant les exemptions par secteurs, selon le dernier *Examen environnemental de la Suède*. www.oecd.org/fr/suede

Décollage des dépenses de santé

En 2012, les dépenses de santé ont recommencé à augmenter après avoir stagné, voire reculé, dans de nombreux pays de l'OCDE pendant la crise. Le Chili et le Mexique ont enregistré une forte hausse en 2012, de respectivement 6,5 % et 8,5 %. En Corée, ces dépenses ont continué à progresser de 6 %, contre 2,1 % aux États-Unis. En Europe, elles ont reculé en Espagne, en Grèce (-25 % par rapport à 2009), en Italie et au Portugal, ainsi qu'en Hongrie et en République tchèque, selon les *Statistiques de l'OCDE sur la santé 2014*. Voir <http://oe.cd/Cq>

PME : financement difficile

Selon *Le financement des PME et des entrepreneurs 2014 : un tableau de bord de l'OCDE*, les start-ups et les petites entreprises, qui jouent un rôle déterminant dans la croissance et l'emploi, n'ont pas accès aux financements nécessaires. En 2012, elles ont dû faire face au double défi d'une reprise inégale et du désendettement du secteur bancaire. La crise a davantage touché les PME, plus dépendantes du financement bancaire, que les grandes entreprises.

Voir <http://oe.cd/Cp>

Écart de productivité

Sans hausse de productivité, la plupart des pays en développement et émergents ne rattraperont pas les pays avancés. *Perspectives du développement mondial 2014* montre que, si la Chine, le Kazakhstan et le Panama peuvent atteindre une convergence avec la moyenne de revenus de la zone OCDE en 2050, plusieurs pays à revenu intermédiaire – Afrique du Sud, Brésil, Colombie, Hongrie, et Mexique, notamment – auront besoin de plus de temps, à moins d'une hausse de la productivité.

Voir <http://oe.cd/Cl>

Best of

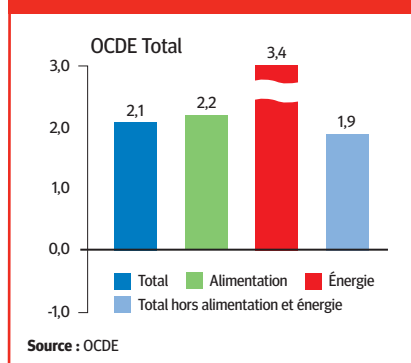
« Le problème de la démocratisation est étroitement lié à celui des groupes et zones de "pauvreté", c'est-à-dire des catégories de population socialement défavorisées, qui ne bénéficient pas de l'amélioration générale de l'accès à l'éducation. L'un des aspects les plus préoccupants du développement de l'éducation depuis la fin de la guerre est la persistance de l'inégalité des chances. »

« The "Educational Revolution" in the OECD Countries », J.R. Gass, Directeur adjoint, Direction des affaires scientifiques de l'OCDE, N°34, juin 1968.

 **L'Observateur**

Prix à la consommation, sélection

Mai 2014, glissement annuel, %





Development matters.

Asian Development Bank Institute

Fresh thinking on growth and development
in Asia and the Pacific

adbi.org



Chefs d'entreprise : vous êtes responsables de vos chaînes d'approvisionnement

Roel Nieuwenkamp, Président, Groupe de travail de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises



Andrew Biraj/Reuters

Les décombres de l'atelier bangladais, avril 2013

Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, bâtiment commercial et atelier de confection de Dacca au Bangladesh, s'effondrait, faisant 1 130 morts et des milliers de blessés. Le choc a été mondial. Comment cela a-t-il pu arriver ? Qui était responsable ? Si le bâtiment n'était pas adapté à cette activité, pourquoi l'abritait-il ? Comment empêcher une telle catastrophe à l'avenir ?

Le Rana Plaza produisait des vêtements, certains pour des marques renommées, principalement destinés aux pays de l'OCDE. Ce drame nous a douloureusement rappelé la nécessité de renforcer la responsabilité des entreprises sur l'intégralité de leur chaîne d'approvisionnement mondiale. Hélas, le Rana Plaza n'est pas un cas isolé. Des incendies industriels aux fuites de gaz toxiques, sans oublier les catastrophes minières, la liste des accidents, industriels ou non, ayant occasionné ces 100 dernières années des pertes humaines évitables s'allonge de manière préoccupante. L'industrie textile et manufacturière des

pays pauvres comme le Bangladesh y figure en bonne place. Nombre des accidents sont dus à un manque de responsabilité des entreprises, et cela ne devrait pas être le cas.

S'il y avait un aspect positif à retenir de la catastrophe du Rana Plaza, ce serait l'impressionnante mobilisation des parties prenantes pour empêcher qu'une telle tragédie se reproduise. Des représentants de l'industrie ont mis en place l'Accord sur la sécurité des bâtiments et la lutte contre les incendies au Bangladesh, qui regroupe 150 entreprises d'habillement, ainsi que l'Alliance pour la sécurité des travailleurs du Bangladesh, qui représente 26 distributeurs. Ces deux initiatives sont chargées d'inspecter et de réparer les usines de textile pour garantir des conditions de travail sûres aux Bangladais.

En octobre 2013, l'Organisation internationale du travail (OIT) a lancé une initiative destinée à améliorer les conditions de travail dans le secteur du textile et de l'habillement, ainsi que le programme Better Work Bangladesh,

qui prévoit lui aussi des inspections d'usines et applique une méthode normalisée d'audit et d'évaluation de la conformité des fournisseurs.

Au niveau national, ces initiatives sont coordonnées par le Plan d'action tripartite national sur la sécurité incendie et l'intégrité structurelle, qui vise à étendre les inspections et réparations aux usines qui ne sont pas déjà couvertes par l'Accord ou l'Alliance.

Les pays importateurs ont eux aussi agi, notamment par le biais de leurs Points de contact nationaux (PCN) respectifs, dont le rôle est de servir de plateformes de promotion et de médiation pour l'application des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Le PCN français a publié cette année un rapport analysant l'application des Principes dans la filière textile-habillement. Depuis, il travaille activement à promouvoir les recommandations du rapport dans les industries locales, notamment l'alignement des normes locales sur les lignes

internationales comme les Principes directeurs et la mise en place des systèmes de gestion des risques pour faire face aux difficultés récurrentes (sous-traitance, temps de production courts et irréguliers, etc.).

Les PCN belge, canadien, néerlandais et italien se sont aussi employés à analyser les problèmes rencontrés dans leurs chaînes d'approvisionnement de textile et d'habillement, et à promouvoir la « diligence raisonnable » pour encourager les entreprises à s'intéresser à leurs fournisseurs et à faire

Le drame du Rana Plaza nous a douloureusement rappelé la nécessité de renforcer la responsabilité des entreprises

face à certains de ces problèmes. Sans cette diligence raisonnable, nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau Rana Plaza.

Les effets de ces initiatives commencent progressivement à être visibles. Par exemple, l'Accord a déjà permis l'inspection de 550 des 1 500 usines sous-traitantes, et les contrôles devraient être achevés en septembre. En outre, l'indemnisation des familles des victimes du Rana Plaza est en cours. Les dons recueillis par le Rana Plaza Arrangement atteignent presque 15 millions USD, auxquels s'ajoute 1,3 million USD collectés par le fonds d'assistance et de prévoyance du Premier ministre.

Mais ce n'est que le début et il reste beaucoup à faire. Pour commencer, il faut davantage de ressources, sans quoi les inspections et autres initiatives pourraient être mal réalisées, faute de pouvoir assurer correctement leur suivi et leur exécution. Comme les initiatives du secteur ne s'appliquent qu'aux usines de premier rang (les fournisseurs directs des grandes marques), il est fort probable que les plus petites usines auxquelles elles sous-traitent – généralement celles dont les normes de sécurité sont les plus faibles – échappent à l'inspection et la réglementation.

De plus, les mécanismes d'indemnisation sont jugés insuffisants et inefficaces. Actuellement, seule la moitié des marques concernées par le Rana Plaza ont contribué

aux fonds de compensation. Elles devraient être plus nombreuses.

Les leçons de la catastrophe bangladaise devraient aussi profiter aux autres pays de l'industrie textile présentant des risques de production et des faiblesses institutionnelles similaires.

Par ailleurs, cette diligence raisonnable ne devrait pas être limitée à la santé et à la sécurité au travail, mais devrait également s'appliquer à des enjeux tels que le niveau de vie et les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement multinationales. Un projet pilote mené par Fair Wear Foundation auprès des fabricants de textile en Inde a révélé qu'en moyenne, les coûts salariaux pour la fabrication d'un tee-shirt en coton ne représentent que 0,6 % de son prix total, quand la marge au détail atteint 59 %. Étant donné la proportion infime des coûts salariaux dans le coût total, la concurrence et les pressions à la baisse sur les prix ne peuvent plus justifier l'absence de salaire de subsistance et, a fortiori, d'un cadre de travail sans danger.

L'argument rebattu selon lequel la coopération industrielle pour des salaires justes serait une forme de collusion ou d'entente sur les prix ne tient pas, surtout quand la part des coûts salariaux dans le prix d'un vêtement est assez négligeable.

Certes, les entreprises doivent être compétitives, les pays ont besoin d'investissements et les consommateurs veulent des vêtements à bon prix. Mais tant que la fixation des prix sera opaque, l'amélioration du salaire de subsistance sera ralentie. Des experts en droit de la concurrence devraient proposer des réponses et participer à la résolution du débat.

Parallèlement, que peuvent faire les entreprises pour se prémunir contre les accidents dans leur chaîne d'approvisionnement ? Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales recommandent d'exercer une diligence raisonnable fondée sur les risques. Cette approche concorde parfaitement avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de

l'homme des Nations Unies et complète la norme ISO 26000. Ces normes et Principes ont recueilli l'adhésion de la plupart des pays du G20.

Dans le cadre de la diligence raisonnable, acheteurs et fournisseurs travaillent ensemble à chaque échelon de la chaîne d'approvisionnement. Dans la filière textile-habillement, cela inclut le bout de la chaîne, en particulier les petites entreprises qui sont employées pour les travaux d'urgence ponctuels ou pour pallier les augmentations soudaines de la demande, mais ne font pas partie du réseau des fournisseurs officiels. Un seul acteur dans une chaîne d'approvisionnement complexe aura rarement assez d'influence pour empêcher ou tempérer les incidences négatives. Néanmoins, le manque d'influence ne justifie pas l'inaction. Au contraire, les acteurs sont encouragés à collaborer pour augmenter leur poids collectif en passant des marchés, en concluant des contrats d'achats groupés, etc.

Le second Forum mondial annuel de l'OCDE (26-27 juin 2014, Paris) est l'occasion pour divers groupes d'acteurs concernés d'étudier les initiatives et les défis du moment, d'échanger leurs expériences et d'imaginer de nouvelles voies d'action. Par exemple, la diligence raisonnable fondée sur les risques pourrait être renforcée par l'élaboration de lignes directrices propres à la filière textile-habillement : c'est ce que devraient encourager les ministres et les parties prenantes pendant et après le Forum mondial.

Références

- Labowitz, Sarah et Dorothée Baumann-Pauly (2014), *Business as Usual is Not an Option, Supply Chains and Sourcing after Rana Plaza*, Center for Business and Human Rights, New York. Disponible sur www.stern.nyu.edu/sites/default/files/assets/documents/con_047408.pdf
- PCN France (2013), *Rapport du PCN sur la mise en oeuvre des Principes directeurs de l'OCDE dans la filière textile-habillement*, Point de contact national français, décembre. Disponible sur www.tresor.economie.gouv.fr/File/398810
- OECD (2011), « Multinationales : des principes meilleurs pour une vie meilleure », *L'Observateur de l'OCDE* n°285, T2, Paris. Disponible sur www.observeurocde.org

Responsabilité sociale des entreprises

De bonnes pratiques pour une nouvelle ère

Jane Nelson, Directrice de l'Initiative pour la responsabilité sociale des entreprises, Harvard Kennedy School

Le bilan des multinationales en matière environnementale, sociale et de gouvernance s'améliore-t-il ? On peut être optimiste, mais il reste beaucoup à faire.

Environ 93 % des 250 principales entreprises mondiales publient maintenant des rapports annuels sur l'exercice de leurs responsabilités, dont près de 60 % sont issus d'audits indépendants. Des entreprises de secteurs comme les services financiers, les technologies de l'information, les biens de consommation ou les industries extractives prennent des engagements publics représentant des milliards de dollars pour résoudre des problèmes sociétaux.

Pourtant, les mauvaises nouvelles persistent, nourries par les ateliers de misère qui, dans les pays à faible revenu, fabriquent des produits à bas prix pour les marchés des pays de l'OCDE, par des drames comme l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en 2013 ou l'explosion survenue dans une mine turque en 2014, sans parler des catastrophes environnementales. De plus, les séquelles de la crise financière mondiale, l'inquiétude suscitée par les pratiques fiscales des entreprises et des problèmes tels que le chômage des jeunes et le changement climatique contraignent les entreprises à élargir leurs perspectives et à ne plus mesurer leur efficacité qu'à l'aune des résultats financiers, mais aussi d'objectifs sociaux. La croissance économique doit dorénavant être mieux partagée et plus durable. Les entreprises sont chargées d'offrir plus d'emplois, de produits, de services et d'infrastructures à un plus grand nombre, tout en favorisant le travail décent et l'équité, et en réduisant la pression sur les ressources naturelles.

Dans ce contexte, le concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE) s'est développé au cours de la dernière décennie, avec l'évolution des lignes directrices mondiales, les attentes croissantes des parties prenantes et le renforcement des obligations des entreprises concernant la publication d'informations. L'action volontaire, individuelle et collective,

de leurs dirigeants eux-mêmes a aussi contribué à l'intégration de la RSE dans leurs pratiques fondamentales, à la publication de leurs efforts et à l'augmentation de l'impact produit. La RSE est parfois devenue aussi importante que la comptabilité ou la gestion des ressources humaines. Mais ces progrès ne sont pas assez rapides ou significatifs pour susciter les transformations systémiques exigées par les défis sociaux et environnementaux.

Une stratégie efficace de RSE doit reposer sur deux piliers essentiels, quelle que soit la branche d'activité ou le lieu d'implantation de l'entreprise :

Le premier est la **conduite responsable de l'entreprise**, soit l'engagement de celle-ci à non seulement respecter la législation en vigueur partout où elle travaille, mais aussi les lignes directrices mondiales, les cadres normatifs et les règles sectorielles volontaires. D'elle-même, elle doit recenser les effets négatifs en matière environnementale, sociale ou de gouvernance partout sur les chaînes de valeur mondiales, les atténuer et, si nécessaire, les neutraliser.

Second pilier : la **création de valeur partagée**. Il s'agit des décisions stratégiques que prend l'entreprise pour répondre aux problèmes sociaux et/ou environnementaux d'une manière qui lui soit également profitable.

Si les raisons justifiant l'exercice efficace de la RSE sont de plus en plus claires, il demeure difficile d'intégrer les bonnes pratiques dans les activités de chaque entreprise et d'étendre cet effort au niveau de chaînes de valeur mondiales, de secteurs et de pays complexes. Dans les entreprises, il faut renforcer les politiques, les systèmes de gestion et d'information, les compétences et les éléments d'incitation afin d'améliorer la prise de décision, les résultats, la transparence et la responsabilité.

Il faut aussi s'attaquer aux obstacles extérieurs, qui vont des failles dans la gouvernance, comme la corruption et le non-respect de la légalité, à la vision à court terme des investisseurs et des consommateurs, en passant par les défaillances du marché. La complexité des chaînes de valeur mondiales ainsi

Hommage

Des bateaux passent devant des photos d'ouvrières du textile prises par des étudiants du Département de photographie de Counter Foto à Dacca en septembre 2013. Ces photos rendent hommage aux travailleuses bangladaises, et font partie du projet Dignity in Industry, en partenariat avec l'artiste français JR.



Andrew Biraj/Reuters

que le nombre et la diversité des acteurs impliqués créent un autre défi de taille.

Outre les efforts actuels de certains gouvernements et entreprises, trois domaines d'action collective offrent un fort potentiel pour éliminer certains de ces obstacles.

Premièrement, l'action collective des entreprises. Il s'agit de l'un des phénomènes les plus importants de la dernière décennie. Elle aide les entreprises d'un même secteur ou lieu à renforcer leurs engagements publics envers certains objectifs ou politiques publiques.

Ces efforts collectifs reposent parfois entièrement sur l'initiative des entreprises. Citons le Forum sur les biens de consommation, qui réunit quelque 400 détaillants et fabricants représentant un chiffre d'affaires global de 2 500 milliards d'euros, et qui s'est engagé à arrêter toute déforestation d'ici 2020, à supprimer progressivement l'utilisation des réfrigérants HFC à partir de 2015, et à améliorer la santé et le bien-être des consommateurs dans l'ensemble de l'industrie. Ou le Conseil international des mines et métaux, qui rassemble plus d'une vingtaine des entreprises les plus importantes du monde dans ce secteur pour relever les principaux défis du développement durable, ou encore le Conseil international des industries du jouet et son cadre commun pour l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail chez les producteurs. Citons aussi les réseaux intersectoriels mondiaux, comme le World Business Council for Sustainable Development et le Corporate Leaders Network for Climate Action, ainsi que les actions collectives nationales, comme l'Accord et l'Alliance mis en place au Bangladesh après le drame du Rana Plaza, ou la National Business Initiative issue de la transition politique en Afrique du Sud.

L'action collective peut aussi s'appuyer sur des plateformes multipartites comprenant les gouvernements, les ONG, les syndicats et les investisseurs. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives réunit 25 pays « conformes » et plus de 80 des plus grandes entreprises pétrolières, gazières et minières du monde, afin d'accroître la transparence des énormes recettes perçues par celles-ci.

La publication du montant de ces recettes, qui dépassait 1 000 milliards USD en 2013, permet aux citoyens d'être mieux informés pour pouvoir demander des comptes tant à ces entreprises qu'aux pouvoirs publics. Autre exemple : la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, initiative rassemblant des dirigeants africains, le secteur privé et

L'action collective des entreprises est l'un des phénomènes les plus importants de la dernière décennie

les partenaires du développement pour encourager l'investissement responsable dans l'agriculture et sortir 50 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2022. En 2013, les gouvernements participants avaient pris 97 engagements de réforme des politiques, et plus de 80 entreprises s'étaient engagées à investir. Ce type d'alliances doit être mieux compris et encouragé.

La vocation de rassemblement des institutions multilatérales est un deuxième moteur de progrès. Les organisations internationales peuvent accélérer les progrès en réunissant, grâce à leurs mécanismes intergouvernementaux, des acteurs hétérogènes et souvent opposés afin qu'ils s'accordent sur des normes et cadres communs pour réaliser des changements plus profonds. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Normes de performance de la SFI et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ont été particulièrement utiles à cet égard. L'OCDE continue à renforcer ce travail dans des domaines comme l'investissement responsable, la lutte contre la corruption et pour une fiscalité juste, ainsi que sur des orientations sectorielles pour une conduite responsable des entreprises dans des chaînes d'approvisionnement des industries extractives et de l'agriculture. Le Pacte mondial des Nations Unies offre une plateforme multidimensionnelle pour le dialogue et le partage des connaissances, maintenant mise en œuvre au niveau national par des réseaux locaux.

Troisièmement, la fonction de sensibilisation, d'organisation et de renforcement des capacités des syndicats et de la société

civile. Les ONG doivent continuer de jouer leur indispensable rôle en dénonçant les mauvaises pratiques des entreprises, en leur donnant des conseils lorsqu'elles décident d'assumer leur responsabilité sociale, et en apprenant aux travailleurs, aux populations et aux petits producteurs à mieux s'organiser, négocier et se défendre contre les abus. Oxfam International, Consumer International, Save the Children, Amnesty International et Greenpeace n'en sont que quelques exemples.

Il existe un véritable espoir de progrès grâce à l'utilisation de ces trois axes pour concrétiser le double pilier constitué par la conduite responsable des entreprises et la création de valeur partagée. Mais chacun doit participer à cet élan. Afin d'atteindre les transformations systémiques exigées par des défis sociaux, environnementaux et de gouvernance toujours plus complexes, et d'assurer durablement la réussite et la résilience des entreprises, notre action doit être aussi profonde que constante. John Ruggie a ainsi déclaré que « l'époque des déclarations sur la responsabilité sociale des entreprises est révolue. Il ne suffit plus pour les gouvernements de faire comme si la promotion des initiatives de RSE les dispensait de leur obligation de réglementer dans ce domaine, et ce dans l'intérêt public. Les entreprises ne peuvent plus se contenter de prétendre qu'elles respectent les droits humains : elles doivent savoir ce qu'elles font et en rendre compte. Et les premiers intéressés ne peuvent plus se contenter d'espérer que les gouvernements et les entreprises s'acquittent de leurs obligations : ils ont droit d'exiger réparation des dommages subis ». L'OCDE a un rôle déterminant à jouer en stimulant l'adoption des politiques et pratiques nécessaires à l'avènement d'une nouvelle ère de résultats concrets dans le domaine de la RSE.

Références

- Grayson, David et Jane Nelson (2013) *Corporate Responsibility Coalitions: The Past, Present and Future of Alliances for Sustainable Capitalism*, Greenleaf Publishing et Stanford University Press, Redwood City.
- KPMG (2013), *Survey of Corporate Responsibility Reporting*, KPMG International Cooperative, Zurich.
- Ruggie, John G. (2013), *Remarks at UK government launch: action plan for implementing the UN Guiding Principles*, Londres, 4 septembre.

Le prêt-à-porter au Bangladesh

Un secteur sorti de l'oubli

Khadija Farhana, journaliste indépendante, Dacca, Bangladesh*



L'effondrement du Rana Plaza à Dacca, tuant plus d'un millier d'ouvriers, n'a pas été qu'un drame humain. Au Bangladesh, le secteur de l'habillement occupe une place considérable, tant au niveau économique que social. Il est donc d'autant plus important de faire face aux conséquences de cette tragédie.

Le prêt-à-porter représente environ trois quarts des recettes totales d'exportation. Il emploie quelque 4,2 millions de personnes, principalement des femmes, dont la moitié vient des zones rurales et de villages reculés. En 2013, ce secteur comptait environ 5 000 usines et rapportait au Bangladesh 19 milliards USD par an.

En juin 2013, le gouvernement bangladais a chargé un conseil des salaires de revoir la rémunération des ouvriers. En novembre, celui-ci a fixé le salaire minimum à 5 300 BDT (68,40 USD) par mois, avec une base de 3 000 BDT (39 USD) pour les ouvriers débutants. Les propriétaires des usines ont commencé à appliquer le nouveau barème en décembre 2013.

Au cours des 15 dernières années, le secteur de l'habillement a bouleversé le pays par sa contribution à la croissance du PIB, à l'autonomisation des femmes, à la production de revenus chez les immigrés des zones rurales et au développement socio-économique. Environ la moitié des devises qu'il rapporte vient des ventes à l'UE et aux États-Unis, le reste provenant notamment du Canada, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Russie. Des marchés s'ouvrent aussi au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Afrique.

Cependant, les marques mondiales ont commencé à subir d'énormes pressions de la part des consommateurs alors que des controverses éclataient aux États-Unis, au Canada et dans les pays de l'UE sur la possibilité d'acheter en toute confiance des vêtements produits au Bangladesh.

Les usines du pays ont en effet été qualifiées de pièges mortels pour les ouvriers. Le Rana Plaza en est un exemple tragique. Des détaillants européens ont réagi en instituant l'Accord sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh, et leurs homologues d'Amérique du Nord,

l'Alliance pour la sécurité des travailleurs, afin d'évaluer la conformité aux normes des ateliers de confection. Les autorités bangladaises ont aussi chargé une commission d'examiner les conditions de fonctionnement de plus de 3 500 usines d'habillement.

L'Accord vise à vérifier les conditions de travail dans 1 619 usines, et l'Alliance, dans 700 autres. Ces établissements produisent 86 % des vêtements dans le pays, qui sont exportés vers l'Europe et les États-Unis. Des rapports ont été élaborés au titre des deux dispositifs après l'inspection d'environ 700 sites.

Grâce notamment à ces rapports, les autorités ont fermé 13 usines dans quatre immeubles de Dacca et Chittagong.

Parallèlement au relèvement du salaire minimum, les pouvoirs publics ont pris d'importantes mesures parmi lesquelles la vérification préliminaire de la sécurité des bâtiments par des inspecteurs et

Le gouvernement a fixé le salaire minimum à 5 300 BDT (68,40 USD) par mois, avec une base de 3 000 BDT (39 USD) pour les ouvriers de l'habillement débutants

l'enregistrement de davantage de syndicats. En 2013, 96 nouveaux syndicats du secteur de l'habillement ont été inscrits auprès du ministère du Travail bangladais, contre deux seulement les deux années précédentes. Actuellement, 222 syndicats sont enregistrés auprès du ministère pour ce secteur.

L'indemnisation ne va pas sans difficulté. Les autorités bangladaises ont certes prélevé 235,5 millions BDT dans le fonds de secours du Premier ministre pour les victimes du Rana Plaza, mais une étude du Centre for Policy Dialogue montre que seulement 41 des 333 rescapés gravement blessés ont reçu des indemnités. Environ 88 % d'entre eux n'ont donc pas encore obtenu d'aide financière du fonds du Premier ministre.

Les effets de la tragédie du Rana Plaza vont continuer à se faire sentir. Selon Zaid Bakht, chercheur au Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), le secteur de l'habillement a enregistré une croissance de 13 % malgré le drame. Pour lui, cet événement a attiré l'attention du monde entier sur le problème de la sécurité sur le lieu de travail et des droits des travailleurs dans le pays, amenant ainsi les autorités nationales, les enseignes, les organisations internationales et les ouvriers à unir leurs efforts de façon inédite pour améliorer la situation dans le secteur.

Hafiz Ahmed Mazumder, propriétaire d'une usine de vêtements, estime que « le secteur du prêt-à-porter était surtout en proie à un grand désordre. Ses responsables prennent [maintenant] des mesures constructives pour faire progresser les droits des travailleurs et leurs conditions de travail. »

*Mme Khadija Farhana a beaucoup écrit sur les questions de développement, notamment pour DEVEX, *The Networker*, *Digital Development Debates*, *The Guardian* et la Banque asiatique de développement. Elle est membre de l'International Environmental Communication Association, DEVEX. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE ou de ses pays membres.

Conduite responsable des entreprises : quelle voie suivre ?

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) a cessé d'être un simple concept vendeur à la mode pour irriguer les activités commerciales des entreprises du monde entier. Du « triple résultat » aux indices boursiers récompensant les pratiques sociales et environnementales responsables, les valeurs des entreprises se calquent toujours plus sur celles de la RSE. Qu'en est-il dans les chaînes logistiques ? Comment les multinationales en particulier peuvent-elles être sûres que leurs fournisseurs dans les pays pauvres ne jouent pas avec des vies humaines ni avec l'environnement ? L'effondrement du Rana Plaza — qui abritait des ateliers de confection fournisseurs de grandes marques — au Bangladesh en 2013 et son lourd bilan humain sont venus rappeler de manière tragique qu'il reste beaucoup à faire pour que la RSE prenne tout son sens.

Pour cette table ronde de L'Observateur de l'OCDE, nous avons demandé aux représentants de différentes parties prenantes (gouvernements, entreprises, syndicats et société civile) de répondre aux questions suivantes :

« Comment encouragez-vous une conduite responsable des entreprises ? Que faut-il faire selon vous pour renforcer la responsabilité sociale des entreprises à l'échelle mondiale ? »

©Table ronde de L'Observateur de l'OCDE n° 12



Le Rana Plaza au Bangladesh, avril 2013

Andrew Biraj/Reuters

Gouvernements

Pays-Bas : Agir avec détermination

Lilianne Ploumen, ministre du Commerce extérieur et de la Coopération pour le développement, Pays-Bas



Gouvernement des Pays-Bas

Après le drame du Rana Plaza au Bangladesh, la nécessité d'améliorer les conditions de travail dans le monde entier est devenue évidente. Aux Pays-Bas, nous avons décidé de réunir les principaux acteurs du textile-habillement (grandes enseignes, entreprises, syndicats et représentants de la société civile) et avons établi avec eux un plan d'action concret pour la chaîne logistique du secteur. Ce fut un grand pas en avant, et non des plus évidents car nombre des intéressés sont également concurrents.

Il s'agit d'une approche nécessaire si nous voulons que les entreprises se mobilisent pour améliorer les conditions de travail chez leurs fournisseurs au lieu de se désintéresser du problème. Nous devons œuvrer ensemble pour sortir par le haut plutôt que laisser cours au nivellement par le bas.

En ce qui concerne le Bangladesh, j'appelle les gouvernements à encourager les entreprises qui comptaient des fournisseurs au Rana Plaza à alimenter le Rana Plaza Trust Fund. Des efforts internationaux conjoints ont permis des améliorations structurelles, mais il faut aussi que les victimes soient dédommagées sans délai. Les progrès que nous accomplissons pour l'avenir n'auront aucun sens si les victimes du drame du Rana Plaza ne sont pas dûment indemnisées.

Les activités extractives ne sont pas sans risques pour les droits de l'homme et l'environnement. Les Pays-Bas s'attachent à réduire ces risques dans la chaîne d'approvisionnement en charbon. Une réflexion multipartite a été engagée avec le secteur de l'énergie pour voir comment inciter les sociétés minières et les gouvernements à renforcer leurs normes sociales et environnementales. Des entreprises néerlandaises du secteur ont par la suite

rejoint l'initiative internationale Bettercoal, qui a défini une charte, reconnue à l'échelle mondiale, à l'intention des entreprises minières et autres acteurs du secteur.

Pour éviter un nouveau Rana Plaza, les Pays-Bas mènent actuellement, en étroite coopération avec différents secteurs d'activités, une analyse préventive des risques sectoriels. Chaque chaîne logistique sera examinée, à la recherche de risques caractéristiques de violation des droits de l'homme ou d'atteinte à l'environnement. Des réformes se révéleront nécessaires dans certains cas. Les Pays-Bas considèrent et présentent les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales comme la référence première en matière de conduite responsable des entreprises. Nous offrons notre assistance pour amener les pratiques des entreprises en adéquation avec ces Principes.

Au plan international, les accords commerciaux bilatéraux, régionaux ou multilatéraux devraient fixer des règles exigeantes en matière sociale et environnementale. Dans un environnement commercial sain, les chaînes de valeurs régionales et mondiales peuvent devenir de puissants moteurs de croissance. Si elles mettent l'accent sur la responsabilisation dans

leurs chaînes de valeurs et intègrent les coûts sociaux et environnementaux dans leurs plans de gestion, les entreprises peuvent figurer parmi les premières à faire bouger les lignes.

Voir www.government.nl/ministries/bz

Gouvernements

France : Vers une approche globale

Marine de Carné, Ambassadrice chargée de la responsabilité sociale des entreprises



Droits réservés

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un concept cher à la France. Traditionnellement peu portée sur le droit souple, elle a été légiférée abondamment dans ce domaine dès 2001, avec l'introduction d'une obligation de divulgation pour toutes les sociétés faisant appel à l'épargne publique, obligation étendue en 2010 à l'ensemble des entreprises de plus de 500 salariés. La France est en première ligne sur le front de la RSE, et entend bien poursuivre sur sa lancée.

La France a notamment constitué une plateforme dédiée à la RSE réunissant toutes les parties intéressées sous les auspices du Cabinet du Premier ministre, et étudie les voies d'amélioration et les bonnes pratiques à suivre. La création d'un label pour distinguer les investissements socialement responsables et attirer l'épargne vers des entreprises durables et éthiques n'est que l'un des dossiers sur lesquels nous travaillons. Il faut agir sur la scène internationale pour assurer l'égalité de concurrence et éviter le dumping concurrentiel. Au niveau des Nations Unies, la France préside le Groupe des amis du paragraphe 47 [de la Déclaration finale de Rio+20], qui préconise la publication par le secteur privé d'informations permettant d'évaluer sa contribution au développement durable. Les entreprises et

leur impact ne connaissant pas de frontières, il n'y aura pas de transparence sans adoption universelle de cette pratique : c'est pourquoi notre groupe milite pour qu'elle figure au menu des négociations sur les Objectifs de développement durable.

L'OCDE est sans conteste l'espace de dialogue idéal, puisqu'elle réunit les pays intéressés au tout premier chef et dispose d'un instrument — les points de contacts nationaux (PCN) — dont nous souhaitons, en France, exploiter tout le potentiel. Il conviendrait de renforcer le rôle de ces PCN, de manière à créer comme un corpus universel de jurisprudence et permettre de réelles mesures correctives pour garantir le respect des Principes directeurs.

Après le drame du Rana Plaza, le PCN de la France a supervisé un rapport sur le textile-habillement, assorti de recommandations que nous voudrions voir étudiées et suivies par les autres pays de l'OCDE, car des abus continueront assurément de nous échapper tant que les Principes directeurs ne seront pas appliqués partout dans le monde.

Nous devons en particulier travailler secteur par secteur, et nous assurer que le système est cohérent et comparable au niveau international.

Nous nous félicitons de l'organisation d'une table ronde avec l'OIT sur les suites du drame du Rana Plaza. Nous devons faire le nécessaire pour que la RSE progresse dans le monde entier.

Voir www.diplomatie.gouv.fr

Entreprises

Définir clairement les rôles

Winand Quaedvlieg, Président du Comité de l'investissement du BIAC*



Droits réservés

Nous le savons, les entreprises ont besoin d'un climat international propice à l'investissement et c'est par excellence la mission de l'OCDE que de favoriser un tel climat. Ouverture à l'investissement et conduite responsable des entreprises sont indissociables.

Au BIAC, nous considérons que la conduite responsable, telle qu'encouragée dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, participe de manière essentielle à ce climat d'ouverture et sert l'intérêt bien compris des entreprises. D'où notre détermination à œuvrer en partenariat avec l'OCDE et les gouvernements nationaux pour promouvoir les Principes directeurs dans les pays qui y ont souscrit et au-delà.

Parallèlement, il importe de bien saisir le rôle que peuvent jouer les entreprises et la responsabilité qui devrait incomber aux gouvernements. Il faut insister sur trois éléments déterminants pour assurer une large adhésion aux Principes directeurs.

Premièrement, il faudrait s'accorder à considérer le Point de contact national (PCN) comme une instance de médiation, non comme une instance judiciaire. Deuxièmement, une interprétation trop extensive des responsabilités le long de la chaîne logistique serait contreproductive. Troisièmement, les Principes directeurs ne peuvent s'appliquer qu'aux multinationales, non à toutes les entreprises.

À notre sens, les Principes directeurs sont formulés de telle manière qu'ils sont acceptables par tous les pays qui participent au commerce mondial — et en tirent parti. Nous tenons à ce que l'on fasse davantage de place à la sensibilisation. Dans le même temps, un environnement propice à l'investissement doit être instauré, pour favoriser la création d'emplois et stimuler une croissance inclusive et durable partout dans le monde.

Nous sommes convaincus que les activités de l'OCDE dans ces différents domaines sont déterminantes pour l'investissement et la croissance.

*Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE ; voir www.biac.org

Syndicats

Reconstruire le Bangladesh et la chaîne logistique mondiale

Philip Jennings, Secrétaire général, UNI Global Union



Droits réservés

Le matin du 24 avril 2013, 1 138 travailleurs — principalement des jeunes femmes — trouvaient la mort sous les décombres du Rana Plaza, victimes de la négligence des entreprises du monde entier. Le comble de l'inégalité, fléau du XXI^e siècle.

Ce drame évitable a pris autant de vies que les attentats du 11 septembre dans l'une des Tours jumelles. Nombreuses sont les complicités : grandes marques de vêtements feignant d'ignorer des problèmes pourtant manifestes dans les ateliers où étaient confectionnés leurs produits ; propriétaires d'ateliers exposant sciemment leurs employés pour maintenir les coûts au plus bas ; autorités bangladaises peu empressées d'appliquer leur propre législation sur la sécurité et la santé.

Forts de l'appui de l'Organisation internationale du travail, UNI Global Union et IndustriALL, autre syndicat mondial, ont déclaré que la coupe était pleine. Soutenus par l'indignation générale, nous nous sommes jurés que cet homicide dû à la négligence des entreprises mondiales devrait permettre de réelles avancées en matière de responsabilité sociale. Plus question d'une RSE de façade, place à ce que John Ruggie a exposé dans ses Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, lesquels forment maintenant le cœur des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

C'est ainsi qu'est né l'Accord sur la protection incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh. À l'issue d'un bras de fer, qui

s'est joué essentiellement en coulisses, et grâce à une pression médiatique colossale, nous sommes parvenus — avant la date butoir fixée au 15 mai à minuit — à obtenir l'adhésion de nombreuses grandes marques, dont H&M, C&A et Inditex. À ce jour, elles sont plus de 170 à avoir signé cet accord qui, en plus d'être juridiquement contraignant, les engage à rester au Bangladesh et à sécuriser les ateliers de confection. Les inspections ont déjà bien avancé : fin octobre 2014, nous aurons visité plus de 1 500 ateliers couverts par l'accord. Nous espérons de tout cœur empêcher ainsi un nouveau drame.

L'UNI et ses cosignataires ont changé les règles du jeu sur la chaîne logistique mondiale par l'application de cet accord opposable qui a incité les grandes marques à reconsidérer leurs responsabilités. C'est une victoire importante dans notre lutte contre le creusement des inégalités — brillamment décrit par l'économiste Thomas Piketty — et pour une société plus juste et sans exclus. Voilà pourquoi l'UNI et IndustriALL ont conclu plus d'une centaine d'accords mondiaux avec des multinationales qui s'engagent à agir de manière responsable envers leurs employés. Voilà aussi pourquoi le thème du Congrès mondial de l'UNI, qui se tiendra au Cap en décembre 2014, sera « Including You ».

Voir www.uniglobalunion.org

Société civile

Préserver l'avenir de l'humanité

Janos Pasztor, Directeur exécutif par intérim des programmes de conservation, WWF International



Droits réservés

Principale organisation de protection de l'environnement, WWF veut bâtir un monde où l'homme vit en harmonie avec la nature. Il ne s'agit pas seulement de défendre l'environnement, comme on le croit souvent, mais aussi de sauver l'humanité.

Des sites extraordinairement préservés deviennent des zones de tensions lorsqu'industrialisation et sauvegarde entrent en conflit. Pour apaiser ces tensions, WWF recherche avec les entreprises les moyens d'assurer un développement durable qui ne porte pas atteinte à la nature. Nous voulons un monde où la nourriture, les fibres, l'eau et l'énergie sont produites intelligemment, utilisées avec discernement et appréciées à leur juste valeur.

L'une de ces zones de tensions est le Parc national des Virunga, le plus ancien d'Afrique, à l'est de la République démocratique du Congo. Dernier refuge d'espèces menacées, ce site inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO fait l'objet, sur 85 % de sa superficie, de concessions pétrolières qui menacent sa valeur à long terme. Or, il apparaît que le parc, qui génère actuellement plus de 48 millions de dollars US par an et fait vivre 50 000 familles, pourrait atteindre une valeur de 1,1 milliard de dollars. En investissant dans l'hydroélectricité, les pêcheries et l'écotourisme, on pourrait créer 28 000 emplois permanents.

WWF a fait valoir que, dans cette zone protégée, les prospections menées par la société britannique Soco International PLC allaient à l'encontre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Notre plainte devant l'OCDE a été reçue et nous sommes parvenus en juin à une solution par médiation : Soco a mis fin à ses activités de prospection et s'est engagée à respecter tous les sites inscrits au Patrimoine mondial.

Nombreuses sont les compagnies pétrolières ou minières qui ont accepté de respecter des sites exceptionnels, plus nombreuses encore sont celles qui cherchent à les exploiter. Nous garderons le cap et continuerons de travailler avec les gouvernements, les entreprises, l'OCDE, l'UNESCO et d'autres encore aussi longtemps que tels sites seront menacés.

Voir www.wwf.org

LA CULTURE JAPONAISE À PARIS

パリ
日本文化
会館

Maison
de la culture
du Japon
à Paris

EXPOSITIONS

SPECTACLES
VIVANTS

CINÉMA



CONFÉRENCES /
COURS

ATELIERS /
DÉMONSTRATIONS

LANGUE
JAPONAISE

BIBLIOTHÈQUE

www.mcjp.fr



MCJP.official



MCJP_officiel



mcjp_officiel

101 bis, quai Branly · 75015 Paris
M° Bir-Hakeim / RER Champ de Mars
01-44-37-95-00



JAPAN FOUNDATION

La politique et le casse-tête de la confiance

Carne Ross, Fondateur et Directeur exécutif, Independent Diplomat



Toby Melville/Reuters

Il existe une solution évidente pour les gouvernements qui désirent regagner la confiance de l'opinion publique : devenir honnêtes, transparents et inclusifs. Néanmoins, ce changement est, en soi, délicat. Un gouvernement qui y parviendrait ne serait plus un gouvernement tel que nous l'entendons, mais quelque chose d'entièrement différent.

Pourquoi est-ce si difficile d'être transparent, honnête et inclusif ? Selon la conception actuelle, un gouvernement est une institution élue ou autoproclamée qui dirige un peuple. Autrement dit, la minorité commande à la majorité. Que ce soit en Chine, aux États-Unis ou ailleurs, tous les gouvernements se reposent sur la revendication, plutôt fragile, de leur omniscience : les décideurs politiques ont accès à un savoir que les autres n'ont pas. Selon Hobbes, leur argument ultime est que seul le Léviathan peut assurer la sûreté et la sécurité des citoyens.

Si les gouvernements devenaient totalement transparents, les gouvernés en verraient l'intérieur et constateraient ce que nous, qui travaillons pour eux, savons déjà : « le Roi est nu », ou presque. Comme la plupart des hiérarchies lourdes et sclérosées, les gouvernements sont en réalité plutôt mauvais lorsqu'il s'agit de collecter et de traiter les connaissances.

Ils ne sont pas vraiment conçus pour ça et, grâce à l'ubiquité et la rapidité de la transmission du savoir que permet internet, cette insuffisance devient patente. L'une des raisons de l'érosion de la confiance est que, lorsque les autorités et les hommes politiques affirment qu'ils comprennent parfaitement la situation, ils sont de moins en moins crédibles. Comble de l'ironie, une transparence parfaite entamerait davantage leur crédibilité. Mieux vaut ne pas trop en savoir sur les rouages du pouvoir.

L'honnêteté totale détruirait la plupart des gouvernements. En tant que diplomate britannique et parfois « plume » du ministre des Affaires étrangères, j'ai souvent, sinon systématiquement, écrit des déclarations, des communiqués de presse, des aide-mémoire et des discours sur des sujets que je connaissais très peu : des cibles irakiennes à bombarder à l'avenir de l'Afrique. Il n'aurait pas été question de l'avouer à l'époque. On m'aurait certainement congédié, notamment parce que tout le monde ou presque faisait de même. L'admettre serait revenu à saper les fondations de l'édifice. Je n'en suis pas fier, mais je doute que les choses aient changé. Comme nous autres pauvres ignorants, gouvernements et hommes politiques passent beaucoup de temps à tâtonner désespérément dans le noir, s'interrogeant sur les prochaines étapes de leur action.

Il n'est guère étonnant que les gouvernements actuels, plus que jamais au défi de convaincre l'opinion, consacrent autant d'énergie à la *représentation*. On appelait cela les relations presse, une notion chamboulée par la frénésie autour des « médias sociaux ». Ce qu'elle recouvre n'a pourtant pas changé : la communication à sens unique. Aujourd'hui, la compétence clé des hommes politiques et « dirigeants mondiaux », c'est la *représentation*, pas l'action publique. L'avouer détruirait le peu de confiance que l'opinion leur accorde encore. Les gouvernements comptent sur ce voile du secret pour conserver un minimum d'autorité.

De même, l'inclusion appropriée des personnes dont la vie est affectée par les politiques publiques mettrait fin à la conception selon laquelle seule une petite élite est assez compétente et éclairée pour prendre des décisions pour tous les autres. Nos hommes politiques adorent parler « d'opinion publique » et de « consultation », et endurent occasionnellement réunions ou débats publics, qui ne sont généralement guère plus que des mises en scène. Un homme politique vous a-t-il jamais demandé votre avis ? Même lorsque je travaillais directement pour eux, dans leurs propres bureaux, cela ne m'est jamais arrivé. Les sondages ne sont que des baromètres pathétiques, limités et inadaptés de l'opinion sur des sujets généralement compliqués et interdépendants. Les hommes politiques, qui ont voué leur vie à se hisser en haut du mât de cocagne, ne veulent pas redescendre parmi la masse.

De plus, le gouvernement par une minorité ne se prête que trop bien à la protection des intérêts des puissants – notamment ceux des grandes entreprises prospères – qui n'entendent pas non plus renoncer à leur influence sans livrer bataille. Les gouvernements, démocrates ou autocrates, sont bien trop corruptibles par des groupes d'intérêts. Presque chaque pays, démocratique ou non, souffre de cette corruption, occulte ou flagrante, parfois même licite. Garantir la représentation des intérêts de chacun mettrait fin à ce confortable statu quo.

Alors, que faire pour restaurer cette confiance ? La réponse est simple : un processus de décision véritablement ouvert, transparent, inclusif, un processus de décision d'un autre genre mais qui n'est pas, comme le prétendent beaucoup de

« L'une des raisons de l'érosion de la confiance est que, lorsque les autorités et les hommes politiques affirment qu'ils comprennent parfaitement la situation, ils sont de moins en moins crédibles

commentateurs et d'hommes politiques, impossible. À Porto Alegre, au Brésil, des dizaines de milliers de citoyens prennent part aux décisions budgétaires municipales. Cette « démocratie participative » (ou « démocratie réelle ») a transformé la ville. Porto Alegre se caractérisait naguère par de profondes inégalités entre un

centre-ville fortuné et des bidonvilles livrés à la pauvreté. L'administration était corrompue et inefficace, les services publics favorisaient de manière disproportionnée les quartiers riches.

Cependant, dès lors que chacun a été associé au processus de décision, les dépenses publiques ont été plus justement réparties, comme les rapports de la Banque mondiale l'ont ensuite montré. La prestation de services élémentaires, comme l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'enseignement ou les routes, se sont améliorés, de même que toutes les composantes du bien-être, notamment la santé et l'éducation. Le nombre d'écoles a quadruplé. De manière intéressante, les conflits partisans et « politiques » ont diminué. La corruption dans le cadre des marchés publics a considérablement baissé, une fois ces procédures rendues transparentes. La participation citoyenne a progressé.

Voilà ce à quoi un gouvernement démocratique pourrait ressembler, et c'est de cette façon que les gouvernements peuvent restaurer la confiance. Mais ne vous attendez pas à ce que de telles réformes soient rapidement instaurées. Les dindes ne votent pas pour Noël. Ceux qui profitent de la configuration actuelle parleront de « réforme » et de « consultation », mais les décisions qui comptent – c'est-à-dire où va l'argent – seront toujours prises par les mêmes personnes. La confiance s'effritera inexorablement à mesure que l'écart entre les grandes déclarations et la réalité persistera et que les inégalités se multiplieront. Ceux qui ont le pouvoir aujourd'hui doivent réfléchir à de nouvelles excuses : les anciennes ne sont plus convaincantes.

Pour plus d'avis sur le thème de la confiance, voir www.oecd.org/fit/forum et www.oecd.org/fit/forum/annuel-ocde
 Voir independentdiplomat.org



Overcoming the Earthquake Disaster,
 Toward Creation of New Education

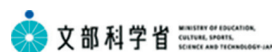


OECD
 東北スクール

OECD TOHOKU SCHOOL

March, 2012, Tohoku
 » August, 2014, Paris

<http://www.oecd-tohoku-school.com>



Mettre fin au gaspillage alimentaire



Neil Barrett
Vice-Président en charge du
développement durable, Sodexo

Chaque année, presque un tiers de la production alimentaire mondiale est jeté, alors même que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim.

Chaque jour, 980 millions de personnes souffrent de la faim, mais la pénurie n'en est pas la cause. La production alimentaire est largement suffisante pour nourrir la planète aujourd'hui et demain ; on estime même que ce qui est gaspillé aux États-Unis et en Europe permettrait de nourrir une population trois fois plus nombreuse. Cependant, une personne sur cinq souffre de la faim, et les efforts pour augmenter la production agricole menacent d'accélérer les changements climatiques. Or, ce n'est pas une fatalité.

Le véritable problème est que les pertes et gaspillages au niveau de la production, la distribution, la préparation et la consommation représentent chaque année environ un tiers (1,3 milliard de tonnes) de la production totale de nourriture destinée à l'alimentation humaine. Comment remédier à cette situation ?

Sodexo, prestataire de services de qualité de vie pour 75 millions de consommateurs chaque jour, s'attaque au problème du gaspillage alimentaire en considérant tous les aspects de la production et de la distribution et en menant des campagnes de communication et de sensibilisation ciblant employés et consommateurs. En agissant sur les différents maillons de la chaîne, Sodexo, avec ses 428 000 employés, apporte sa pierre à l'édifice, et peut suivre ses résultats et progrès.

Notre position dans la chaîne de valeur et notre champ d'activité économique nous donnent les moyens de promouvoir une consommation plus efficiente. Notre présence tout au long de la filière, de la ferme à la table puis à la poubelle, nous permet d'avoir une vue d'ensemble de tous les aspects du gaspillage alimentaire, et de nous assurer que les efforts pour le réduire dans un domaine n'en génèrent pas dans un autre.

Pour savoir où se situent les plus gros gaspillages, et où il serait judicieux d'introduire des innovations, il faut une collaboration tout au long de la chaîne de valeur. Il est donc nécessaire et important de participer aux forums réunissant des acteurs publics et privés, où collaboration, partage des bonnes pratiques et innovation sont « institutionnalisés » comme moyens de garantir les intérêts mutuels des entreprises et la réduction du gaspillage.

« Pour savoir où se situent les plus gros gaspillages, il faut une collaboration tout au long de la chaîne de valeur »

Le gaspillage alimentaire n'est pas la seule préoccupation de nos clients et consommateurs ; la salubrité, la qualité, la traçabilité des aliments et l'homogénéité des produits tout au long de la chaîne de valeur, qui traverse parfois continents et océans, comptent également. Le poisson d'élevage pêché de façon non durable au large de l'Amérique du Sud et laissé sur le bord de l'assiette à Londres peut, à long terme, priver les habitants des côtes péruvienne et équatorienne de leurs principales sources de protéines et moyens de subsistance.

Comment donner aux consommateurs les moyens d'agir, les informer de l'impact de leurs comportements, les rendre heureux de leur contribution ? Chaque année, Sodexo organise la WasteLESS Week, qui mobilise des centaines de consommateurs, personnels des entreprises, enseignants et étudiants de tous niveaux, autour du gaspillage alimentaire. Le message clé de la WasteLESS Week est simple : moins de gaspillage, c'est une vie meilleure pour tous. En responsabilisant chaque individu, elle permet à tous, employés, consommateurs ou clients, de mieux comprendre les liens entre actes individuels et qualité de vie collective.

La vie ne saurait être meilleure que dans un monde où la nourriture produite pour l'alimentation humaine est entièrement consommée, et où chacun, où qu'il soit, peut manger à sa faim.

Visitez www.sodexofoundation.org

Sponsorisé par


QUALITY OF LIFE SERVICES

Perspectives économiques

Pour une reprise résiliente*

Rintaro Tamaki, Secrétaire général adjoint de l'OCDE et Chef économiste par intérim

Depuis la Grande Récession, la reprise a été lente et ardue, et a menacé de dérailler à plusieurs occasions.

Les grandes économies avancées montrent enfin des signes d'accélération de l'activité. Dans le secteur privé, la confiance se rétablit. Après des années d'anémie, l'investissement et les échanges commencent à se redresser. Si le chômage reste à des niveaux inacceptables, la situation sur le marché du travail s'éclaircit dans la plupart des pays et elle a cessé de se détériorer dans quasiment toutes les économies avancées.

Dans les grandes économies de marché émergentes en revanche, le rythme de la croissance a ralenti. Pour une part, cette décélération n'est pas alarmante et reflète simplement un ralentissement conjoncturel après une période de surchauffe ; de fait, les taux de croissance désormais observés en Chine sont incontestablement plus soutenables, d'un point de vue économique comme d'un point de vue environnemental, que les taux à deux chiffres d'il y a quelques années. Cela étant, gérer le ralentissement du crédit et les risques qui se sont accumulés pendant la période d'abondance de liquidité à l'échelle mondiale pourrait constituer un défi majeur.

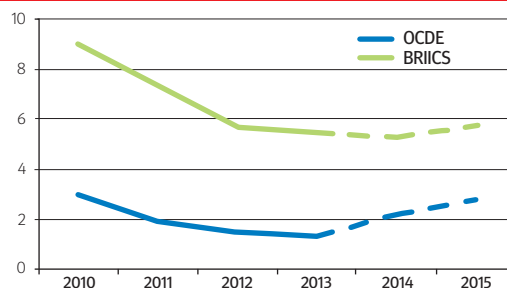
La probabilité de voir se reproduire certains des événements ayant le plus inquiété les marchés et les responsables de l'action publique ces dernières années s'est atténuée. Les risques sont d'une manière générale plus équilibrés, même si les risques à la baisse restent prédominants. Les tensions financières dans les marchés émergents pourraient bien faire dérailler la reprise mondiale et avoir des retombées plus importantes que prévu. Il ne s'agit en outre pas de la seule menace sur les prévisions. Le recul de l'inflation dans la zone euro pourrait conduire à la déflation. De plus, les risques géopolitiques se sont avivés depuis le début de l'année.

Désormais, les pouvoirs publics ne sont toutefois plus confrontés à l'urgence d'éviter un désastre et peuvent se consacrer à promouvoir une reprise plus forte et plus résiliente. Il reste encore à s'attaquer à l'héritage de la crise. Elle a en effet laissé des cicatrices sur le marché du travail, sous la forme notamment d'une hausse du chômage et d'une baisse du taux d'activité des populations les plus vulnérables. Les perspectives de croissance sont plus modestes qu'avant la crise. En outre, l'une des principales leçons de cette crise réside dans la nécessité de rendre nos économies et nos sociétés plus résilientes — plus robustes face aux chocs — et plus inclusives, les gains de prospérité résultant de l'affermissement de la croissance devant être mieux répartis au sein de la population. Des mesures ont déjà été prises dans ces deux directions, mais il faut faire bien davantage encore.

Après des années difficiles, marquées par la faiblesse de la croissance et la rigueur budgétaire, les responsables de l'action publique doivent relever ces défis alors même que leur capital politique est bien érodé. Pour autant, il leur faut saisir l'opportunité d'installer la croissance sur des bases plus solides et plus durables. Cela est indispensable pour renforcer la confiance et pour ce faire, ils doivent s'appuyer sur des mesures macroéconomiques et structurelles, et notamment promouvoir des cadres institutionnels facilitant la mise en œuvre des réformes.

Compte tenu des risques persistants que la croissance soit finalement plus faible que prévu, du niveau élevé du chômage, d'une inflation

Croissance du PIB réel %



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, mai 2014

bien en deçà des objectifs et de l'ampleur des dettes publiques, les politiques monétaires doivent rester accommodantes dans les grandes zones de l'OCDE. En particulier, nous appelons la Banque centrale européenne (BCE) à prendre de nouvelles mesures pour ramener plus fermement l'inflation vers son objectif, et à se tenir prête à prendre d'autres mesures d'expansion non conventionnelles au cas où l'inflation ne montrerait aucun signe de s'en rapprocher.[...]

Dans la plupart des pays, réduire la dette publique pour la ramener à des niveaux plus prudents et gérer les tensions sur les dépenses futures de retraite et de santé sera un défi majeur qui nécessitera des réformes budgétaires pour garantir la viabilité des dépenses publiques à long terme sans compromettre la qualité des services publics.

Le moment est venu de passer à la vitesse supérieure dans les réformes structurelles. Ces réformes, si elles se heurtent souvent à la résistance de groupe d'intérêts, peuvent cependant être bénéfiques pour tous, en augmentant le potentiel de croissance tout en permettant à une grande partie de la population la plus pauvre d'accroître son niveau de vie. Ces politiques sont essentielles à la réussite des Abenomics au Japon, ainsi qu'au rééquilibrage de la zone euro et à la convergence à la hausse des revenus dans les économies émergentes.

Des efforts de réforme impressionnants ont déjà été déployés dans les pays touchés par la crise, mais il reste une marge substantielle d'amélioration de la productivité et de création d'emplois au moyen de politiques destinées à lever les obstacles à la concurrence nationale et internationale dans les pays avancés et dans les économies émergentes. Une telle évolution stimulerait l'innovation et permettrait de tirer le meilleur profit des chaînes de valeurs mondiales, ainsi que de doper l'investissement à court terme et de favoriser la résilience.

Alors que le chômage commence à refluer, il est absolument indispensable de prendre des mesures pour s'attaquer au chômage de longue durée et faire en sorte qu'il ne devienne pas structurel ; à cet effet, il faut adopter des réformes qui permettront de supprimer les obstacles à des créations d'emplois plus robustes, ainsi que renforcer et repenser les politiques actives du marché du travail.

*Extraits de l'éditorial initialement publié dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 95, mai 2014. La version intégrale est consultable sur 10.1787/eco_outlook-v2013-1-fr

Play is one of our brain's favorite ways of learning.

It allows us to practice and test how we might encounter similar challenges in the real world, and develop creative and critical skills along the way.



The **LEGO** Foundation shares the mission of the LEGO Group: to inspire and develop the builders of tomorrow. The Foundation is dedicated to build a future where learning through play empowers children to become creative, engaged, lifelong learners. Its work is about re-defining play and re-imagining learning. In collaboration with thought leaders, influencers, educators and parents the LEGO Foundation aims to equip, inspire and activate champions for play. www.LEGOFoundation.com

Leçons sur l'enseignement

Andreas Schleicher, Directeur, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE



Beawiharta/Beawiharta/Reuters

Quelles sont les leçons à tirer de l'enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage de l'OCDE (TALIS), pour les enseignants comme pour le reste de la société ?

Nous confions nos enfants – et l'avenir de notre pays – aux enseignants, mais savons-nous seulement ce qu'ils pensent de l'enseignement, quelles sont les pratiques qu'ils considèrent comme efficaces, ou ce qui fait leur succès dans leur mission ? Nous dévoilons aujourd'hui les résultats de notre enquête internationale sur l'enseignement et l'acquisition de connaissances (TALIS), dans laquelle nous avons demandé à plus de 100 000 enseignants, dans les 34 pays participants, comment leur travail quotidien était reconnu, évalué et récompensé, quelle était leur position vis-à-vis de l'enseignement et quel regard ils portaient sur leur propre expérience en tant que perpétuels apprenants. Les résultats sont instructifs.

Par exemple, un enseignant convaincu que les élèves apprennent mieux lorsqu'ils sont encouragés à réfléchir par eux-mêmes à une solution sera plus susceptible de favoriser des approches de l'apprentissage et de l'enseignement plus actives et centrées sur les élèves (travail en petits groupes, projets). L'enquête TALIS montre d'ailleurs que plus de 90 % des enseignants jugent qu'il faudrait laisser les élèves essayer de trouver eux-mêmes des solutions avant de les leur fournir. En Italie, Norvège et Suède, cependant, ils ne sont que 45 % à 59 % à partager ce point de vue.

Même la meilleure des formations initiales ne prépare pas à la réalité d'une salle de classe. TALIS montre que les programmes de formation et de tutorat peuvent être d'un soutien précieux aux enseignants lorsqu'ils sont nouveaux dans l'établissement ou dans la profession, et que participer à des activités de perfectionnement professionnel tout au long d'une carrière favorise le développement des compétences. Ces activités ne doivent pas nécessairement être onéreuses ou faire appel à des experts extérieurs. L'enquête TALIS montre par exemple que le tutorat prend parfois la forme d'une collaboration avec d'autres enseignants de l'établissement. Les enseignants peuvent également se réunir en groupes de recherche collaboratifs ou en réseaux d'enseignants voire, tout simplement, observer leurs collègues dans leur travail.

TALIS démontre par ailleurs que des évaluations constructives et justes, ainsi que les retours d'informations, ont un effet positif sur

la satisfaction professionnelle des enseignants et sur leur confiance dans leur capacité à enseigner. En moyenne, quelque 88 % des enseignants déclarent recevoir un retour d'information dans leur établissement. Au Danemark, en Finlande, en Islande, en Italie, en Espagne et en Suède, en revanche, 22 % à 45 % d'entre eux indiquent n'en avoir jamais bénéficié dans leur établissement actuel, ce qui est fâcheux quand on connaît l'utilité de cette démarche. En moyenne, 62 % des enseignants déclarent que les retours d'information reçus ont entraîné des changements positifs, modérés à importants, dans leurs pratiques pédagogiques : plus d'un enseignant sur deux signale une amélioration modérée à importante dans son utilisation des évaluations des élèves (59 %) et dans ses pratiques de gestion de la classe (56 %), et 45 % des enseignants indiquent que le retour d'information a permis des améliorations modérées ou importantes des méthodes appliquées avec les élèves ayant des besoins spécifiques d'éducation. Nous en déduisons que, pour les enseignants, ces évaluations et retours sont autant de moyens d'améliorer les pratiques pédagogiques, pour le plus grand bénéfice des élèves. Il est aussi souhaitable que les enseignants collaborent entre eux pour mettre en place un système de retour d'information par les pairs sur tous les aspects de leur activité, de la planification des cours à la pratique pédagogique, en passant par l'évaluation des élèves.

Alors que dans de nombreux pays, la taille idéale des classes fait débat, TALIS révèle que ce critère n'a pas d'effet mesurable sur l'efficacité de l'enseignement. En revanche, les enseignants qui déclarent que dans leur classe, plus d'un élève sur dix est peu performant ou a des problèmes comportementaux, font également part d'une moindre confiance dans leur aptitude à enseigner et d'un sentiment d'efficacité personnelle réduit. Néanmoins, d'après l'enquête TALIS, entretenir de bonnes relations avec les élèves et les autres enseignants peut, au moins en partie, compenser les effets négatifs induits par ce type de classes.

De manière plus encourageante, neuf enseignants sur dix se déclarent globalement satisfaits de leur métier, et près de huit sur dix sur l'ensemble des pays le choisiraient à nouveau si c'était à refaire... même si moins d'un enseignant sur trois estime que la profession est valorisée dans la société.

Quel message cette enquête envoie-t-elle aux enseignants ? Que ceux qui participent davantage au processus de prise de décision dans leur établissement sont également plus susceptibles de se sentir valorisés par la société et que, par conséquent, ils devraient tendre vers un travail d'équipe avec leurs collègues et leur direction ; que si aucune activité formelle de collaboration n'existe, ils devraient en prendre l'initiative ; enfin, qu'ils devraient saisir les occasions de développement professionnel, surtout si elles sont proposées par leur établissement et impliquent leurs collègues.

Quant à nous, cette enquête nous invite à davantage respecter nos enseignants et à ne pas oublier qu'ils sont de véritables professionnels.

Référence

Enquête internationale sur l'enseignement et l'acquisition de connaissances (TALIS) www.oecd.org/edu/school/talis.htm

Les plus vulnérables peuvent réussir dans le monde des affaires



Reinhard Cordes
Directeur associé
ONLYGLASS GmbH

Promouvoir l'entrepreneuriat chez les personnes les plus vulnérables – femmes, seniors, jeunes, immigrés, chômeurs ou handicapés – est une bonne piste pour améliorer l'emploi et renforcer la cohésion sociale. Ces personnes ont un potentiel énorme, et plusieurs méthodes permettraient de l'exploiter.

Dans de nombreux pays comme l'Allemagne, où le vieillissement de la population commence à poser problème, intégrer les groupes vulnérables au monde des affaires peut être une solution. Ces personnes étant souvent hautement qualifiées, il serait dommage de ne pas bénéficier de leurs compétences au motif que leur insertion professionnelle est relativement moins aisée.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour cultiver l'esprit d'entreprise chez les personnes vulnérables. À l'évidence, les pouvoirs publics doivent instaurer un cadre politique et juridique stable, et promouvoir un climat social favorable à l'entrepreneuriat. Cette bonne image est essentielle à l'instauration de règles du jeu équitables pour tous les entrepreneurs. Les groupes vulnérables ont en plus besoin d'un soutien financier spécifique pour que, confiants en leur idées, ils puissent concrétiser leurs projets entrepreneuriaux.

Confiance et motivation sont en effet deux facteurs décisifs dans la création d'entreprise. Les responsables politiques doivent donc en priorité encourager les plus vulnérables à se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat. Il faut sans doute mettre l'accent sur les écoles et universités, car elles ont une influence directe sur les candidats potentiels, et peuvent offrir aux futurs entrepreneurs des formations ciblées. La télévision, la radio et les médias, très influents, peuvent aussi être de précieux auxiliaires.

À l'origine d'une entreprise, il y a une idée. Grâce aux partenariats avec les universités, cette idée pourra être consolidée et mise en œuvre avec succès. C'est l'une des raisons pour lesquelles les start-ups et les PME allemandes ont si souvent réussi à produire des innovations remarquables et à les placer sur les marchés internationaux, pourtant dominés par de grands groupes. L'échange d'idées et le soutien financier à la recherche-développement stimulent l'esprit d'entreprise. C'est pourquoi les personnes vulnérables peuvent elles aussi être encouragées à créer leur propre entreprise.

En outre, des entrepreneurs ayant consolidé leur position de marché peuvent parrainer les start-ups. Ce parrainage peut être financier, en apport de fonds propres par exemple. Des conseils en gestion peuvent aussi être utiles aux nouveaux entrepreneurs. Les risques économiques s'en trouvent réduits, et les chances d'atteindre le seuil de rentabilité augmentent.

Un participant au Forum 2014 de l'OCDE (www.oecdforum.org) a fait une proposition intéressante : les organisations comme l'OCDE pourraient jouer un rôle clé dans la promotion de l'entrepreneuriat des personnes vulnérables, en créant par exemple un forum sur Internet où les entrepreneurs potentiels exposeraient leurs idées et solliciteraient une

“Une bonne image est essentielle à l'instauration de règles du jeu équitables pour tous les entrepreneurs

assistance. Les investisseurs intéressés pourraient alors les contacter pour les aider. L'OCDE pourrait même récompenser les idées prometteuses. La motivation et la confiance des entrepreneurs en seraient démultipliées. Les nouvelles entreprises pourraient ainsi former la prochaine génération de PME, sur lesquelles s'appuient désormais les économies nationales.

Voir www.onlyglass.de

Sponsorisé par



E-Commerce : le commerce international à l'appui du développement durable

Saemundur Finnbogason, Étudiant chercheur, Université de Lund, Suède, et Hanne Melin, Conseillère stratégique politiques publiques EMEA, eBay Inc.



Charlotte Moreau/OCDE

P. -L. Vézina et H. Melin décrivaient récemment, dans *L'Observateur de l'OCDE*, la façon dont les plateformes en ligne abaissent les barrières commerciales et permettent aux microentreprises et PME de mener des opérations internationales, contrairement au commerce traditionnel, où l'exportation est réservée aux plus grosses entreprises. La technologie remodèle le paysage commercial international de façon réelle et quantifiable, accentuant le rôle potentiel du commerce international dans la promotion du développement durable.

L'Union européenne en est convaincue : le commerce international doit contribuer à stimuler le développement durable.

Cette idée est au cœur des négociations du Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP).

Une étude récente de l'Université de Lund partage ce point de vue, et indique les façons d'atteindre ces objectifs.

On dit, généralement, que le développement durable repose sur trois piliers interconnectés : croissance économique, développement social et protection de l'environnement. Notre analyse, faisant écho à celle de Vézina et Melin, indique que le commerce couplé à internet et aux technologies renforce de manière incomparable le pilier économique, en ouvrant les marchés mondiaux aux petits exportateurs, facilitant ainsi le développement de PME internationales.

Cela devrait suffire à éclairer notre façon d'appréhender le pilier économique et d'élaborer des politiques. Ouvrir des occasions aux PME, en particulier, devient un élément clé de la croissance économique liée au développement durable, et internet et le numérique sont, à cette fin, des outils efficaces.

Mais cela devrait également influencer notre façon de penser les deux autres piliers et nous permettre de nous rendre compte que les impacts négatifs sur un pilier peuvent être compensés par des impacts positifs sur un autre. En bref, comme l'OCDE le dit depuis longtemps, le développement durable ne peut être atteint que par des mesures visant la maximisation de la valeur totale des piliers, sans perdre de vue l'amélioration de chacun d'entre eux.

En s'appuyant sur un pilier économique centré – dont les services numériques sont une partie intégrante et soutiennent la participation des petites entreprises au commerce mondial – les quatre mesures suivantes maximiseraient la valeur totale, stimulant ainsi le développement durable.

Premièrement, des politiques commerciales modernes sont indispensables. Celles-ci doivent être adaptées au fusionnement de la technologie et du commerce, et à l'implication des PME dans l'activité économique mondiale.

Les exemples de telles politiques sont variés : améliorer et harmoniser les procédures douanières en augmentant les seuils minimaux, mettre en place des normes réglementaires facilitant le paiement en ligne, élaborer un système mondial des droits des consommateurs, mettre les principes d'interconnexion et d'ouverture au cœur d'internet.

De tous les résultats possibles, la croissance inclusive est le plus important. D'aucuns critiquent le libre-échange, qui n'aurait ni réduit la pauvreté, ni relevé le niveau de vie global. Si l'étude de l'Université de Lund ne démontre pas que le commerce couplé aux technologies apporte une amélioration significative, il est intéressant de voir qu'elle souligne l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre spécialisée. Or, avec l'appui et la ténacité adaptés, particulièrement grâce à des politiques publiques de soutien de l'emploi et même des salaires, ces compétences peuvent ouvrir à des millions de travailleurs des perspectives de carrières sérieuses et tournées vers l'avenir – ce qui entraînerait une baisse régulière de la pauvreté et une hausse du niveau de vie.

Deuxièmement, les gouvernements devraient travailler ensemble pour simplifier et rationaliser le transport, le rendre aussi « vert » et efficace que possible, en encourageant par exemple la standardisation des conteneurs et de l'étiquetage, et en suivant l'évolution de la terminologie des données. La numérisation complète des procédures douanières réduirait l'attente aux frontières, limitant les retards dans les systèmes logistiques et renforçant les avantages économiques et environnementaux

du commerce international moderne. L'utilisation, dans les procédures douanières, des données en temps réel et des outils d'optimisation permettrait également à une infrastructure mondiale reposant sur l'information et les technologies de la

Des politiques commerciales modernes sont indispensables

communication de jouer un rôle encore plus important dans la réduction des impacts du transport et de la distribution sur l'environnement. Un soutien politique international sera indispensable. L'OCDE pourrait avoir un rôle déterminant, aux côtés d'institutions comme l'Union postale universelle des Nations Unies, pour faciliter la coopération internationale sur la réglementation des services postaux et de livraison.

Troisièmement, les décideurs politiques devraient donner un coup de pouce aux détaillants en ligne. Les PME peuvent être des moteurs du changement, grâce à leur capacité d'adaptation aux nouveaux environnements opérationnels et aux nouveaux modèles d'entreprise. Cependant, elles sont souvent limitées par des contraintes financières, de temps ou de compétence. Ces problèmes pourraient être surmontés grâce à des structures de soutien, allant des services numériques aux coopérations public-privé – par exemple, en sensibilisant vendeurs et consommateurs aux problématiques de fabrication et d'approvisionnement. Deux exemples parlants d'une transparence qui encourage la curiosité, instaure la confiance et soutient la mise en place de normes industrielles : les « Chroniques de notre empreinte », qui exposent en détail la chaîne d'approvisionnement de Patagonia, et la transparence totale d'Honest By quant à chaque élément composant ses produits.

Il existe un aspect politique important à la transparence des flux commerciaux : les règles d'origine doivent refléter les schémas des petits exportateurs à l'international, et être moins pesantes au niveau administratif afin que les PME et microentreprises soient capables de s'y reporter. Les informations que ces règles (règles non préférentielles incluses) font ressortir pourraient être combinées à des analyses de données massives et bénéficier ainsi aux consommateurs, tout en

permettant aux flux commerciaux d'être plus efficaces et transparents.

Quatrièmement, un ensemble d'initiatives doit être mis en place pour rendre la charpente elle-même plus verte. Les PME tirant de plus en plus avantage des possibilités commerciales offertes par la technologie, l'intensité énergétique des échanges va augmenter. Les centres de traitement des données alimentés par des sources d'énergie plus vertes se développent.

Le problème, c'est que les énergies propres sont souvent plus coûteuses que les énergies fossiles, entraînant des coûts d'exploitation plus élevés pour les entreprises respectueuses de l'environnement. Les gouvernements pourraient, par exemple, soutenir les politiques d'énergie propre en rendant les énergies renouvelables plus abordables.

Références

- Ahmed, Usman, et al. (2013), « Can the WTO adapt to a world where everyone is empowered to engage in global trade? » dans *Building on Bali: A Work Programme for the WTO*, Centre for Economic Policy Research, Londres, www.voxeu.org/content/building-bali-work-programme-wto
- Ash, Ken (2013), « De l'importance des négociations UE/États-Unis sur les échanges et l'investissement » *L'Observateur de l'OCDE*, n° 297, T4.
- Finnbogason, Saemundur K. (2013), *Sustainability Within Online and Mobile-Enabled Commerce: How Is Sustainability Being Affected in This Form of Commerce Conducted via Small and Medium-Sized Enterprises?*, Université de Lund, International Institute for Industrial Environmental Economics (IIIEE), Suède, <http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/4113770/file/4146317.pdf>
- Flatters, Frank (2001), *Modern Trade Policies for the Global Economy*, présenté à la conférence de la Queen's University et du MIER financée par l'ACDI sur la mondialisation et l'économie de la connaissance, Kuala Lumpur, Malaisie.
- OCDE (2010), *Mondialisation, transport et environnement* (ressources électroniques), OCDE, Paris.
- OECD (2012), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris.
- Vézina, Pierre-Louis, et Hanne Melin (2013), « eBay et l'essor des micro-multinationales », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 295, T2 2013, www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/3461/eBay_et_L_92essor_des_micro-multinationales.html



"We believe that by helping employees work the way they live, businesses can move fast & innovate."

Work the way you live

We help you work the way you live by enhancing our consumer products used by billions with the features and controls your business needs to be productive, innovative and successful. These tools are built to let people work anywhere, anytime, on any device, without loss of security or control. Google's enterprise solutions will change the way you do business.

La sagesse est plus utile que jamais

Gabriel García Márquez a écrit un jour : « La sabiduría nos llega cuando ya no sirve para nada » (« La sagesse vient à nous lorsqu'elle ne sert plus à rien »). Ce Forum de l'OCDE sera l'occasion de prouver le contraire. Après six années de crise, le monde a d'urgence besoin de notre sagesse, de notre inspiration et de nos idées novatrices. Plusieurs milliards de personnes sont dans l'attente de cette idée nouvelle, qui pourrait naître ici, à l'OCDE.

L'économie mondiale montre de nets signes d'amélioration. Mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas à donner un emploi convenable aux 202 millions de chômeurs. Cela ne suffit pas, alors que 73 millions de jeunes sont aujourd'hui sans travail. Cela ne suffit pas face à des inégalités qui se creusent encore plus rapidement qu'avant la crise dans de nombreux pays. Et cela suffit encore moins à rétablir la confiance, aujourd'hui au plus bas, à l'égard des décideurs, des gouvernements, des parlements, des entreprises, des banques, des agences de notation, des autorités de réglementation et des médias.

La crise doit changer la donne : nous ne pouvons pas agir comme si de rien n'était et retomber dans la même inertie, où les individus et les multinationales les plus riches ne contribuent pas à hauteur de leurs moyens à la société, où l'on camoufle les faiblesses du système financier, où la spéculation et l'endettement restent au plus haut et où certains décideurs et économistes s'accrochent encore à des modèles économiques qui se sont révélés obsolètes, faux ou non tenables.

Il est temps d'imaginer une nouvelle croissance, axée sur le bien-être, sur les bienfaits d'une société équitable et sur les arbitrages et complémentarités entre différentes politiques publiques en faveur du progrès. Je parle de ce que nous appelons à l'OCDE une croissance inclusive, l'un des trois thèmes principaux de ce Forum de l'OCDE et un sujet central des discussions de la Réunion du Conseil au niveau des ministres 2014.



OCDE/Julien Daniel

Sage remise en question au Forum 2014 de l'OCDE ; plus de photos sur www.flickr.com/photos/oecd/sets

L'Initiative de l'OCDE sur la croissance inclusive vise à relever ce défi, en aidant les décideurs à mieux comprendre les retombées négatives du creusement des inégalités sur la croissance et en faisant de l'inclusivité un moteur de l'amélioration des performances économiques.

Le deuxième thème du Forum est l'emploi, qui reste le principal enjeu de la crise. Près de 14 millions d'emplois ont été détruits dans la zone OCDE et, malgré les améliorations récentes, le taux de chômage est encore bien trop élevé dans de nombreux pays. Une grande partie des chômeurs a moins de 25 ans, et le nombre de chômeurs de longue durée est inquiétant. Les défis à relever pour remédier à cette situation désastreuse sont des plus complexes : l'OCDE aide les gouvernements à améliorer la capacité d'adaptation du marché du travail et à s'attaquer à l'inadéquation des compétences. Nous surveillons le marché du travail, les actions menées sur le front de la formation et les tendances migratoires. Et nous redoublons d'efforts pour lutter contre le chômage des jeunes grâce au Plan d'action de l'OCDE « Aider les jeunes à prendre un meilleur départ ».

Si l'éducation et la formation ne permettent pas d'améliorer la vie des jeunes, condamnés au chômage en dépit de tous ces efforts, alors nous aurons mis en péril la valeur la plus importante de toute démocratie et de toute économie de marché : la confiance.

Troisième thème abordé lors du Forum, l'érosion de la confiance des citoyens, qui est au plus bas, est la plus lourde conséquence de la crise. D'après le baromètre de confiance Edelman 2014, la moyenne mondiale de confiance envers les pouvoirs publics s'élève à 44 %, avec les plus bas records en France (32 %), au Mexique (28 %) et en Pologne (19 %). Ces chiffres sont alarmants. Cette « évaporation de la confiance » à l'égard des institutions clés affaiblit la démocratie et la cohésion sociale, complique les réformes et nuit à la croissance économique. L'OCDE a le devoir et la responsabilité de rétablir cette confiance. Comme l'affirmait Diane Coyle dans *L'Annuel de l'OCDE* : « Pour pouvoir prendre les décisions qui s'imposent, il faut avoir confiance en ceux qui nous dirigent. »

Notre savoir traditionnel doit être remis à plat, pour trouver de nouvelles façons de penser et d'agir sur le plan économique. L'OCDE a lancé l'initiative Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) afin de repenser notre économie, remettre en question les modèles en place et améliorer nos conseils sur l'action à mener. Après tout, à quoi sert l'économie, sinon à améliorer la vie des gens ? À quoi sert la politique économique, si ce n'est à construire des sociétés plus inclusives et harmonieuses ? À quoi sert la coopération internationale, sinon à partager nos savoirs pour rehausser le niveau de vie des plus vulnérables ? Prouvons que Gabriel García Márquez avait tort et que la sagesse est utile dès maintenant !

Extrait du discours d'ouverture du Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors du Forum de l'OCDE « Une économie résiliente pour une société inclusive » à Paris, le 5 mai 2014. Discours complet disponible sur : www.oecd.org/about/secretary-general/publicationsdocuments/speeches

Voir www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde et www.oecd.org/fr/forum

Des économies résilientes et des sociétés inclusives

Donner à chacun les moyens de l'emploi et de la croissance

Conclusions politiques de la Réunion du Conseil 2014

1. À l'occasion de la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2014, nous¹ nous sommes rassemblés sous la présidence du Japon, qui célèbre le 50^e anniversaire de son adhésion à l'OCDE, et la vice-présidence de la Slovénie et du Royaume-Uni.

2. Nous comptons voir s'affermir la reprise mondiale, mais les risques d'évolutions défavorables restent très présents, eu égard notamment aux tensions géopolitiques actuelles. Dans les grandes économies avancées, le chômage a légèrement reflué, la croissance des échanges commence à dépasser celle de la production, et l'investissement se redresse, tandis que les perspectives demeurent inégales pour les principales économies de marché émergentes.

3. Économies résilientes et sociétés inclusives :

Sur cette toile de fond, nous avons examiné comment mettre en place « des économies résilientes et des sociétés inclusives » pour créer des emplois et de la croissance, donner à chacun les moyens d'agir et promouvoir le bien-être de nos concitoyens. Nous avons comme objectif commun d'accroître la résilience de nos économies en plaçant la formulation des politiques publiques dans une perspective multidimensionnelle, pour parvenir à mieux appréhender les arbitrages, les complémentarités et les conséquences non intentionnelles des choix stratégiques opérés. Une gestion macroéconomique saine et avisée, notamment l'adoption de politiques budgétaires responsables, la poursuite des réformes structurelles et des rééquilibrages au niveau international sont essentiels pour instaurer une croissance vigoureuse, résiliente et inclusive, prenant en compte des inégalités qui vont en s'accroissant.

4. Pour renforcer la résilience, nous devons améliorer la productivité et la compétitivité de nos économies et de nos industries, en veillant à la solidité du système financier, à la stabilité des financements publics et privés et à l'efficacité de l'affectation des ressources. Le capital intellectuel, un internet ouvert, l'innovation, la science et la technologie, tout comme l'entrepreneuriat, ont également une importance primordiale pour procurer de nouvelles sources de croissance face aux enjeux à long terme que représentent le vieillissement de la population et la dégradation de l'environnement. Dans



OCDE/Hervé Cominat

Fumio Kishida, ministre des Affaires étrangères du Japon, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors de la conférence de presse de clôture de la Réunion ministérielle du Conseil, 7 mai 2014

ce contexte, la mise à jour de la Stratégie pour l'innovation revêt de l'importance, de même que les travaux de l'OCDE sur l'économie numérique, notamment à travers les Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les Principes pour l'élaboration des politiques de l'Internet qu'elle a élaborés.

5. Le creusement des inégalités fragilise la cohésion sociale et affaiblit la résilience de la société, ce qui, par là même, compromet la résilience de l'économie. L'un des principaux enjeux consistera à instaurer une croissance inclusive en assurant la protection sociale des citoyens et en leur donnant les moyens d'agir, autant d'éléments susceptibles de renforcer la sécurité humaine. Des marchés du travail offrant suffisamment de flexibilité et de sécurité et des programmes d'éducation et d'acquisition de compétences adaptés sont propres à faciliter une meilleure inclusion et une plus grande participation des groupes sous-représentés. Nous saluons les initiatives de l'OCDE en direction de ces groupes, dans les domaines notamment de l'égalité hommes-femmes, de l'emploi des jeunes, du vieillissement de la société et de l'intégration des immigrés. Nous reconnaissons également que les politiques régionales et urbaines peuvent jouer un rôle clé pour donner aux citoyens les moyens d'agir et forger la résilience de nos économies et de nos sociétés à tous les niveaux.

6. Nous reconnaissons l'importance du rôle que jouent les pouvoirs publics pour promouvoir des réformes, notamment structurelles, qui renforcent la résilience économique, sociale et environnementale. Nous soulignons qu'il importe de restaurer la confiance des citoyens en appelant les gouvernements à davantage d'ouverture, de transparence et de redevabilité, y compris par la lutte contre la corruption et la mise en place de systèmes fiscaux plus équitables. Nous nous félicitons des progrès accomplis

dans le cadre de l'initiative sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) et adoptons la Déclaration relative à l'échange automatique de renseignements en matière fiscale². Nous adoptons également la Recommandation du Conseil sur la gouvernance des risques majeurs³ et attendons avec intérêt les approches stratégiques de l'OCDE en matière de gestion et de financement des risques qui aideront les pouvoirs publics à renforcer la résilience.

7. **Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) :** En 2012, nous avons lancé l'initiative NAEC en vue de tirer les leçons de la crise et d'actualiser les grilles d'analyse de l'OCDE face à une économie mondiale de plus en plus complexe et interdépendante. Nous nous félicitons des progrès décrits dans le Rapport de synthèse NAEC et attendons avec intérêt le Rapport de synthèse final qui sera présenté à la prochaine Réunion ministérielle. Alors que le chômage et les inégalités demeurent des priorités dans de nombreux pays, nous soulignons combien il est nécessaire d'évoluer vers une croissance plus inclusive. Nous notons également les nouvelles recommandations d'action qui visent à accroître la stabilité macroéconomique, à relever les défis à long terme et à améliorer la formulation des politiques et la coordination internationale de l'action publique.

8. Nous appelons l'Organisation à systématiquement intégrer les résultats de l'initiative NAEC dans les activités de l'OCDE et à proposer un dosage optimal de politiques publiques, en gardant à l'esprit les arbitrages et les complémentarités entre les différentes options, ainsi que l'importance de nos stocks de capital économique, humain, social et naturel. Nous encourageons l'OCDE à poursuivre l'examen de ses méthodes de prévision et à renforcer ses capacités d'anticipation stratégique. Nous

encourageons également l'Organisation à suivre l'évolution de la résilience des grandes économies, y compris celle des partenaires clés⁴, et à transposer les résultats obtenus dans les grilles d'analyse de l'Organisation et dans ses recommandations.

9. Une croissance écologiquement viable (« plus verte ») : Nous prenons acte de la nécessité de renforcer notre résilience face aux chocs environnementaux. Nous estimons que le changement climatique est l'un des risques mondiaux les plus universels, et adoptons en conséquence les Conclusions politiques sur le changement climatique de la RCM 2014 de l'OCDE.⁵

10. Renforcer le système commercial multilatéral : Nous soulignons que le libre-échange demeure l'un des principaux moteurs de la croissance et de la création d'emplois. Nous réaffirmons nos engagements en matière de statu quo ou de démantèlement des mesures restrictives pour résister au protectionnisme sous toutes ses formes. Dans le prolongement de la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Bali en 2013, nous unirons nos efforts pour adopter au plus tôt et mettre effectivement en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges, ainsi que pour élaborer le programme de travail post-Bali. Nous réaffirmons notre engagement à renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles, en prenant acte des nouvelles réalités du paysage commercial mondial et du rôle des accords commerciaux régionaux et des initiatives multilatérales. Nous encourageons l'OCDE à intensifier ses travaux sur les chaînes de valeur mondiales (CVM), notamment en développant sa base de données sur les échanges en valeur ajoutée (TIVA). Nous nous félicitons du nouvel Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) qui aidera les pouvoirs publics à promouvoir l'efficacité et la compétitivité. Nous encourageons l'OCDE à favoriser une participation plus active de l'ensemble des économies, y compris des pays en développement, aux échanges internationaux.

11. Promouvoir un climat plus favorable aux entreprises : L'investissement est un autre moteur de l'emploi et de la croissance. Nous soulignons le rôle que joue l'OCDE pour améliorer notre compréhension des mécanismes propres aux flux d'investissement. Nous attendons avec intérêt la mise à jour du Cadre d'action pour l'investissement (CAI) d'ici notre prochaine

réunion ministérielle. Nous soutenons également les efforts que déploie l'OCDE, en associant les économies non membres, pour offrir des règles du jeu équitables aux entreprises, notamment grâce à ses analyses concernant les traités relatifs à l'investissement, la neutralité concurrentielle, la conduite responsable des entreprises, la coopération internationale en matière de politique de la réglementation et de mise en œuvre du droit de la concurrence, et les crédits à l'exportation.

12. Partenariats au service de la résilience mondiale et rayonnement mondial de l'OCDE : Nous pensons que l'OCDE peut contribuer au développement inclusif et durable de l'économie mondiale en consolidant les partenariats noués avec divers pays ou régions, dans le cadre notamment d'une approche régionale conforme à la Résolution sur le renforcement du rayonnement mondial de l'OCDE. Nous réaffirmons qu'il importe de partager les normes et les pratiques optimales de l'OCDE avec les partenaires clés, et de renforcer leur participation aux travaux de l'Organisation dans des domaines présentant un intérêt commun et des avantages mutuels. Nous nous félicitons du lancement officiel du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est et appelons l'OCDE à prendre les dispositions qui s'imposent pour en assurer la mise en œuvre. Nous nous félicitons également des progrès des processus d'adhésion de la Colombie et de la Lettonie. Nous réaffirmons notre engagement à coopérer étroitement avec le Costa Rica et la Lituanie, conformément à la Résolution du Conseil mentionnée précédemment. Nous appelons l'OCDE à poursuivre ses efforts pour aider les pays partenaires à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés, et notamment le « piège du revenu intermédiaire » partout où le risque est présent. Nous soutenons le rôle que joue l'Organisation dans le renforcement de la gouvernance mondiale.

13. Le développement comme tremplin pour l'autonomie : L'OCDE devrait continuer de jouer un rôle actif face aux enjeux du développement, notamment en accompagnant par ses contributions le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015. Nous sommes déterminés à veiller à l'intégration systématique de la Stratégie de l'OCDE pour le développement et à en suivre la pleine mise en œuvre. Dans ce contexte, nous nous félicitons des travaux consacrés

à la cohérence des politiques au service du développement et au partage des connaissances, et des contributions aux initiatives mondiales telles que le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Nous œuvrerons aux côtés de nos partenaires pour leur apporter notre concours afin qu'ils utilisent pleinement un large éventail de ressources au service du développement, y compris le financement provenant de sources privées, les recettes intérieures et la coopération Sud-Sud, en complément de l'aide publique au développement (APD) qui demeure un instrument essentiel à l'appui du développement, en particulier pour les pays où les besoins sont les plus grands.

14. Améliorer l'efficacité de l'Organisation : Nous restons déterminés à renforcer l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'OCDE. Nous nous félicitons du rôle du Secrétaire général dans la proposition de nouvelles initiatives, notamment ses Orientations stratégiques. Nous poursuivons les travaux engagés dans le cadre de l'examen de la gouvernance de l'OCDE, dans l'optique de mener cet examen à son terme d'ici la fin de 2014. Nous attendons également avec intérêt les résultats du projet sur l'optimisation des ressources (V4M).

¹ Ministres et représentants de l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie, ainsi que l'Union européenne.

² La Déclaration relative à l'échange automatique de renseignements a été adoptée par les pays membres de l'OCDE ainsi que par l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la République populaire de Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Inde, l'Indonésie, la Lettonie, la Lituanie, la Malaisie et Singapour.

³ La Recommandation a été adoptée par les pays membres de l'OCDE, et la Colombie, le Costa Rica, la Lettonie, le Maroc et la Tunisie y ont également adhéré lors de son adoption.

⁴ Les partenaires clés de l'OCDE sont l'Afrique du Sud, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde et l'Indonésie.

⁵ Les Conclusions politiques sur le changement climatique de la RCM ont été adoptées par les pays membres de l'OCDE, la Colombie et la Lettonie se joignant à ces Conclusions.

La Réunion du Conseil au niveau des ministres 2014 s'est tenue à l'OCDE les 6-7 mai. Voir www.oecd.org/fr/rbcm pour le Résumé de la Présidence, les Orientations stratégiques du Secrétaire général et d'autres documents.

Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecetairegeneral

Moving beyond rhetoric: Responsibility in practice

26 juin 2014

Allocution inaugurale prononcée lors du deuxième Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises à Paris, France.

Inclusive Growth: The way forward for the US

12 juin 2014

Allocution inaugurale prononcée au Centre d'études stratégiques et internationales, à l'occasion du lancement de *l'Étude économique des États-Unis 2014* à Washington, DC, États-Unis.

Lancement de l'Étude économique du Canada 2014 et de Stratégies d'emploi et de compétences au Canada

11 juin 2014

Remarques prononcées à Montréal, Canada.

Réunion spéciale du Conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada

10 juin 2014

Remarques prononcées devant la Chambre de commerce du Canada avant le lancement de *l'Étude économique du Canada 2014* à Montréal, Canada.

Lancement d'un rapport de l'OCDE—The Cost of Air Pollution: Health Impacts of Road Transport

21 mai 2014

Remarques prononcées lors du Sommet du Forum international des transports à Leipzig, Allemagne.

Deuxième Forum économique Europe-Amérique latine

20 mai 2014

Remarques prononcées lors du deuxième Forum Europe-Amérique latine à Paris, France.

Shifting Wealth and Global Economic Challenges—An OECD Perspective

14 mai 2014

Remarques prononcées lors de la Conférence mondiale des Chambres bilatérales allemandes du commerce et de l'industrie à Berlin, Allemagne.

Lancement de l'Étude économique de l'Allemagne 2014

13 mai 2014

Remarques prononcées lors du lancement de *l'Étude économique de l'Allemagne 2014* à Berlin, Allemagne.

The Reform Agenda

13 mai 2014

Remarques prononcées lors de la réunion des Chefs d'organisations internationales, à l'invitation de la Chancelière Angela Merkel, à Berlin, Allemagne.

Lancement du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est

6 mai 2014

Remarques prononcées lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2014 à Paris, France.

Remarques introductives pour le Premier ministre japonais Shinzo Abe

6 mai 2014

Allocution inaugurale prononcée lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2014 à Paris, France.

Lancement des Perspectives économiques de l'OCDE, mai 2014

6 mai 2014

Remarques prononcées lors du lancement des *Perspectives économiques de l'OCDE* à Paris, France.

Ambassadeurs

M. Pawel Wojciechowski, Pologne

Mme Rosemary Banks, Nouvelle-Zélande

M. Nimrod Barkan, Israël

M. Carlo Maria Oliva, Italie

M. Stefan Flückiger, Suisse

Mme Judith Larocque, Canada

M. Marten Kokk, Estonie

Mme Berglind Ásgeirsdóttir, Islande

M. Chris Barrett, Australie

M. Yves Haesendonck, Belgique

Mme Pascale Andreani, France

M. Tore Eriksen, Norvège

Mme Ingrid Brocková, République slovaque

M. Nicholas Bridge, Royaume-Uni

M. Ricardo Díez-Hochleitner, Espagne

M. Michael Forbes, Irlande

M. Hans-Jürgen Heimsoeth, Allemagne

M. Paul Dühr, Luxembourg

M. Pavel Rozsypal, République tchèque

M. Paulo Vizeu Pinheiro, Portugal

M. Sihyung Lee, Corée

M. Dionisio Pérez-Jácome Friscione, Mexique

Mme Marlies Stubits-Weidinger, Autriche

M. Klavs A. Holm, Danemark

M. Okko-Pekka Salmimies, Finlande

M. George Prevelakis, Grèce

M. Noé van Hulst, Pays-Bas

M. Kazuo Kodama, Japon

M. Mithat Rende, Turquie

M. Iztok Jarc, Slovénie

Mme Annika Markovic, Suède

Mme Claudia Serrano, Chili

M. Daniel Yohannes, États-Unis

Mme Emese Borza, Chargée d'affaires a.i., Hongrie

Mme Maria Francesca Spatolisano, Union européenne

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/fr/presse/calendrierdeevenements

JUIN		SEPTEMBRE		6	
25-26	Lancement des résultats 2013 de l' Enquête internationale de l'OCDE sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) : Comment améliorer les politiques concernant les enseignants ? Leçons tirées des comparaisons internationales. Tokyo, Japon.	6-8	Global Economic Symposium . Kuala Lumpur, Malaisie.	7-8	Forum Nouveau Monde .
26-27	Deuxième Forum mondial sur la conduite responsable des affaires .	10-11	Réunion ministérielle du G20 sur le travail et l'emploi . Melbourne, Australie.	9-10	Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales du G20 . Washington DC, États-Unis.
30	Sixième Forum économique international sur l'Amérique latine et les Caraïbes . Ministère français de l'Économie et des Finances.	15	Lancement de l' Évaluation économique intérimaire .	10-12	Assemblée annuelle du FMI et du Groupe de la Banque mondiale . Washington DC, États-Unis.
30	Réunion conjointe Fondation EU-LAC/ Centre de Développement de l'OCDE .	16	Publication des premières recommandations sur la lutte contre l'évasion fiscale internationale à l'intention des entreprises multinationales .	10-18	Sixième Forum Africain . Kampala, Ouganda.
JUILLET		16-17	12^e Forum latino-américain BID-OCDE sur la concurrence . Montevideo, Uruguay.	15-17	Women's Forum 2014 – 10^e session . Deauville, France.
1	Lancement de : Perspectives du développement mondial 2014 . Semaine du développement.	16-29	69 ^e session de l' Assemblée générale des Nations Unies . New York, États-Unis.	21-24	16 ^e édition de la Conférence internationale contre la corruption (IACC) . Tunis, Tunisie.
1	Deuxième Réunion de haut niveau du Centre de développement .	17	Conférence « Les villes et le changement climatique : comment les villes peuvent jouer un rôle moteur ». Avec Angel Gurría et Michael R. Bloomberg.	28-29	Septième Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales . Berlin, Allemagne.
2	Sixième Forum mondial de l'OCDE sur le développement (FMD) . Semaine du développement.	18-20	Réunion des représentants des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G20 . Cairns, Australie.	NOVEMBRE	
14-25	École internationale d'été sur la coopération et le développement local . Trente, Italie.	23	Sommet sur le climat 2014 de l'ONU . New York, États-Unis.	12-13	25^e Sommet de l'ASEAN . Naypyidaw, Myanmar.
18-21	Sommet du G20 des Entrepreneurs . Sydney, Australie.	29-30	Table ronde OIT-OCDE sur des chaînes d'approvisionnement responsables dans les secteurs du textile et de l'habillement .	15-16	Sommet des dirigeants du G20 . Brisbane, Australie.
		OCTOBRE		25	Publication des Perspectives économiques 2014 .
		2-3	Forum mondial sur l'économie du savoir . Tokyo, Japon.		

Frankie.org par Stik



Bitcoin : bientôt monnaie courante ?

Lucy Nicholson/Reuters



Le premier distributeur automatique de bitcoins a été installé à Vancouver en 2013 et permet de convertir des dollars canadiens en bitcoins, et inversement.

Face à la montée en puissance du bitcoin partout dans le monde, les gouvernements prennent position pour ou contre cette cryptodevise numérique anonyme. Les États-Unis et le Canada la considèrent comme un bien échangeable et imposable, à l'instar des actions et actifs financiers (en juin 2014, la Californie a même levé l'interdiction d'utiliser d'autres monnaies que le dollar, ce qui pourrait accroître la confiance envers ces modes de paiement alternatifs). En revanche, la Chine a totalement interdit le bitcoin, et la France, l'Allemagne et la Corée n'en reconnaissent pas la légitimité.

Dans « The Bitcoin Question: Currency versus Trust-less Transfer Technology », Adrian Blundell-Wignall, conseiller spécial sur les marchés financiers auprès du Secrétaire général de l'OCDE, explique le succès du bitcoin ainsi que les problèmes qu'il pose. Cette cryptodevise permet en effet de contourner les intermédiaires comme les banques, réduisant ainsi les frais de transaction par rapport aux cartes de crédit et aux virements. Mais les opérations effectuées en bitcoins sont également intraquables et peuvent être utilisées pour l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites. Dénué de cours légal ou de valeur marchande inhérente, le bitcoin se prête en outre à des transactions et à des variations totalement irrationnelles.

M. Blundell-Wignall propose des mesures pour pallier les difficultés liées à l'anonymat, tout en laissant se développer ces transferts « moins fiables ». Ce système, qui s'annonce perturbant pour les intermédiaires et les frais élevés qu'ils prélèvent, devrait stimuler la concurrence, dans

l'intérêt des consommateurs. Mais l'anonymat des transferts monétaires est une toute autre affaire. L'enregistrement des participants devrait être obligatoire pour permettre aux administrations fiscales et aux autorités chargées de la protection des consommateurs et de la lutte contre le blanchiment de vérifier leur identité. La présentation de comptes de résultats et de bilans à travers les réseaux de la monnaie virtuelle permettrait d'améliorer la transparence. Surtout, avec l'apparition d'une deuxième génération de monnaies virtuelles concurrentes comme le Litecoin, le Worldcoin et le Mastercoin, il faut aujourd'hui savoir faire preuve de souplesse dans la prise de décision. De nouvelles technologies, comme le protocole de paiement Ripple, sont déjà utilisées et certaines banques ont déjà décidé de s'impliquer pour éviter de futures perturbations.

Blundell-Wignall, A. (2014), « The Bitcoin Question: Currency versus Trust-less Transfer Technology », *Documents de travail de l'OCDE sur la finance, l'assurance et les pensions privées*, No. 37, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5jz2pwjd9t20-en>



Global economic power and influence is rapidly shifting east. But the onset of the Asian Century is accompanied by what some observers are calling the Asian Paradox: the fact that the world's fastest growing region is home to almost half the world's extreme poor, and faces major challenges in areas such as health, governance and food security.

At the University of Sydney, our experts are working to find solutions to these real world problems – experts like Robert Park, who is developing new strains of wheat that are resistant to the rust diseases that devastate crops and threaten the food supplies of millions.

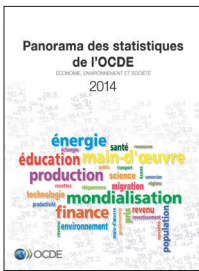
It's just one example of the impact our research is having on the world.

Active minds. We change worlds.

For more information, head to sydney.edu.au

Meilleures ventes

Toutes les publications sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et www.OECD-iLibrary.org

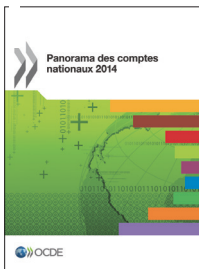


Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 Économie, environnement et société

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014* est une publication

statistique annuelle globale. Plus de 100 indicateurs couvrent une large gamme de sujets.

ISBN 978-92-64-20920-6, juillet 2014, 258 pages
€ 50 \$70 £45 ¥6 500

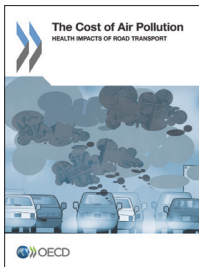


Panorama des comptes nationaux 2014

Le *Panorama des comptes nationaux* présente des statistiques utilisant une approche par indicateur, en

insistant sur les comparaisons entre pays.

ISBN 978-92-64-20771-4, août 2014, 139 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200



The Cost of Air Pollution: Health Impacts of Road Transport

Ce rapport porte sur les coûts économiques des impacts sanitaires de la pollution de l'air due au

transport routier – au niveau mondial, mais plus particulièrement en Chine, en Inde et dans les pays de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-21042-4, juin 2014, 80 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100



Perspectives économiques de l'OCDE, mai 2014

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes tendances

économiques qui marqueront les deux années à venir. Un chapitre spécial couvre les perspectives de croissance et impératifs budgétaires à long terme.

ISBN 978-92-64-20468-3, juillet 2014, 356 pages
€104 \$151 £93 ¥12 500



Perspectives économiques en Afrique 2014 : Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique

Les *Perspectives économiques en Afrique 2014*

analysent le rôle croissant de l'Afrique dans l'économie mondiale et donnent des perspectives à deux ans pour le continent dans des domaines cruciaux.

ISBN 978-92-64-20940-4, May 2014, 316 pages
€65 \$91 £59 ¥8 400



OECD Sovereign Borrowing Outlook 2014

Cette publication offre des mises à jour régulières des évolutions des besoins de financement des États et des niveaux

de dette publique, du point de vue des gestionnaires de la dette publique.

ISBN 978-92-64-20416-4, mai 2014, 132 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200



Résultats de TALIS 2013 : Une perspective internationale sur l'enseignement et l'apprentissage

Comment les pays peuvent-ils préparer les enseignants à relever les

différents défis des écoles d'aujourd'hui ? L'Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) de l'OCDE aide à répondre à cette question en interrogeant les enseignants et les chefs d'établissement sur leurs conditions de travail et l'environnement d'apprentissage.

ISBN 978-92-64-21428-6, juillet 2014, 226 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

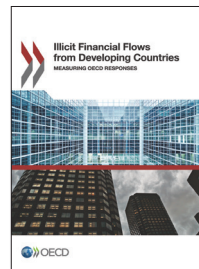


Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire

Cette publication montre la manière

dont la croissance de la productivité dans les pays à revenu intermédiaire pourrait avoir un effet de convergence réelle avec le monde développé.

ISBN 978-92-64-21653-2, à paraître, 250 pages
€75 \$105 £68 ¥9 700



Illicit Financial Flows from Developing Countries: Measuring OECD Responses

Cette publication identifie les principales faiblesses et

domaines d'action potentiels dans la lutte contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la corruption d'agents étrangers, ainsi que les manières d'identifier, de geler et de récupérer les actifs concernés.

ISBN 978-92-64-20349-5, May 2014, 128 pages
€33 \$46 £29 ¥4 200

Nouvelles publications

Suivez les publications de l'OCDE
sur Twitter : https://twitter.com/OECD_Pubs



ÉCONOMIE

Études économiques de l'OCDE : Canada 2014

ISBN 978-92-64-20727-1, juin 2014, 156 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Études économiques de l'OCDE : République tchèque 2014

ISBN 978-92-64-20715-8, à paraître, 110 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900



Études économiques de l'OCDE : Union européenne 2014

ISBN 978-92-64-20717-2, mai 2014, 92 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Études économiques de l'OCDE : Zone Euro 2014

ISBN 978-92-64-20719-6, mai 2014, 92 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Études économiques de l'OCDE : Allemagne 2014

ISBN 978-92-64-20723-3, à paraître, 116 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Études économiques de l'OCDE : Corée 2014

ISBN 978-92-64-20725-7, à paraître, 120 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900



Études économiques de l'OCDE : Pays-Bas 2014

ISBN 978-92-64-20721-9, à paraître, 110 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Études économiques de l'OCDE : États-Unis 2014

ISBN 978-92-64-20729-5, à paraître, 107 pages
€46 \$64 £40 ¥5 900

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers 2013

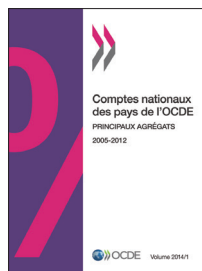
ISBN 978-92-64-20974-9, avril 2014, 333 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2013

ISBN 978-92-64-20978-7, mai 2014, 356 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques 2013

ISBN 978-92-64-20991-6, mai 2014, 260 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300



Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2014 Numéro 1 : Principaux agrégats

ISBN 978-92-64-20982-4, mai 2014, 180 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Voir aussi dans la rubrique Meilleure ventes :
Perspectives économiques de l'OCDE – mai 2014, *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014*, et *Panorama des comptes nationaux 2014*.

AGRICULTURE & PÊCHERIES

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023

ISBN 978-92-64-1190-2, juillet 2014, 358 pages
€70 \$98 £63 ¥9 100

Climate Change, Water and Agriculture: Towards Resilient Systems

ISBN 978-92-64-20912-1, juin 2014, 95 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

DÉVELOPPEMENT

OECD Development Co-operation Peer Reviews: Australia 2013

ISBN 978-92-64-20444-7, mai 2014, 100 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500

Examens OCDE sur la coopération pour le développement : France 2013

ISBN 978-92-64-20442-3, juin 2014, 120 pages
€35 \$49 £32 ¥4 500

OECD Development Co-operation Peer Reviews: Italy 2014

ISBN 978-92-64-21323-4, juin 2014, 114 pages
€35 \$49 £32 ¥4 500

OECD Development Co-operation Peer Reviews: Sweden 2013

ISBN 978-92-64-20487-4, juin 2014, 100 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500

Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2014

ISBN 978-92-64-20956-5, mai 2014, 156 pages
€36 \$51 £33 ¥4 600



Better Policies for Development 2014: Policy Coherence and Illicit Financial Flows

ISBN 978-92-64-21031-8, mai 2014, 100 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

Climate Resilience in Development Planning: Experiences in Colombia and Ethiopia

ISBN 978-92-64-20949-7, mai 2014, 136 pages
€33 \$47 £30 ¥4 200

Voir aussi dans la rubrique Meilleures ventes :
Perspectives du développement mondial 2014,
Illicit Financial Flows, *Perspectives économiques en Afrique 2014*.

DÉVELOPPEMENT URBAIN ET RURAL

Innovation and Modernising the Rural Economy

ISBN 978-92-64-20538-3, mai 2014, 148 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

OECD Territorial Reviews: Netherlands 2014

ISBN 978-92-64-20951-0, mai 2014, 316 pages
€84 \$118 £76 ¥10 900

ÉDUCATION

Résultats du PISA 2012, Vol. III : Comment l'engagement des élèves, leur motivation et leur assurance peuvent les aider à apprendre

ISBN 978-92-64-20533-8, août 2014, 450 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Résultats du PISA 2012, Vol. V : Trouver des solutions créatives : Compétences des élèves en résolution de problèmes de la vie réelle

ISBN 978-92-64-21575-7 à paraître, 252 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500
Édition française à paraître

Lessons from PISA for Korea

ISBN 978-92-64-19066-5, avril 2014, 200 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

Lessons from PISA 2012 for the United States

ISBN 978-92-64-20757-8, mai 2014, 104 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600

A Skills beyond School Review of Egypt

ISBN 978-92-64-20963-3, juin 2014, 70 pages
€28 \$40 £26 ¥3 600

EMPLOI

Vieillesse et politiques de l'emploi : France 2014 : Mieux travailler avec l'âge

ISBN 978-92-64-20683-0, février 2014, 176 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000

Ageing and Employment Policies: Netherlands 2014: Working Better with Age

ISBN 978-92-64-20814-8, mai 2014, 140 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Stratégies d'emploi et de compétences au Canada

ISBN 978-92-64-21154-4, juin 2014, 136 pages
€32 \$45 £29 ¥4 100

Employment and Skills Strategies in the Czech Republic

ISBN 978-92-64-20896-4, mai 2014, 96 pages
€27 \$38 £25 ¥3 500



Employment and Skills Strategies in Ireland

ISBN 978-92-64-20790-5, avril 2014, 112 pages
€32 \$44 £28 ¥4 100

Employment and Skills Strategies in Northern Ireland, United Kingdom:

ISBN 978-92-64-20886-5, mai 2014, 88 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

Investing in Youth: Brazil

ISBN 978-92-64-20897-1, avril 2014, 176 pages
€54 \$76 £49 ¥7 000

Statistiques de l'OCDE de la population active 2013

ISBN 978-92-64-21231-2, mai 2014, 248 pages
€72 \$101 £65 ¥9 300

The 2012 Labour Market Reform in Spain: A Preliminary Assessment

ISBN 978-92-64-21399-9, juillet 2014, 76 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

ÉNERGIE

Energy Technology Perspectives 2014

ISBN 978-92-64-20800-1, mai 2014, 380 pages
€150 \$210 £135 ¥19 500

ENVIRONNEMENT



Green Growth Indicators 2014

ISBN 978-92-64-20202-3, juin 2014, 145 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500

Examens environnementaux de l'OCDE : Colombie 2014

ISBN 978-92-64-20837-7, à paraître, 240 pages
€57 \$79 £51 ¥7 400

Water Governance in Jordan: Overcoming the Challenges to Private Sector Participation

ISBN 978-92-64-21372-2, juillet 2014, 120 pages
€36 \$51 £33 ¥4 600

FINANCE ET INVESTISSEMENT



Financial Education for Youth: The Role of Schools

ISBN 978-92-64-17481-8, avril 2014, 182 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600

OECD Investment Policy Reviews: Botswana 2014

ISBN 978-92-64-20335-8, juin 2014
€40 \$56 £36 ¥5 200

OECD Investment Policy Reviews: Mauritius 2014

ISBN 978-92-64-21260-2, juillet 2014, 191 pages
€57 \$80 £52 ¥7 400

Annuaire des statistiques d'assurance de l'OCDE 2013

ISBN 978-92-64-20647-2, à paraître, 260 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

Suivez les publications de l'OCDE sur Facebook : www.facebook.com/OECDPublications 

Risk Management and Corporate Governance

ISBN 978-92-64-20862-9, avril 2014, 92 pages
€27 \$38 £25 ¥3 500

Financing State-Owned Enterprises: An Overview of National Practices

ISBN 978-92-64-20899-5, mai 2014, 84 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

Lignes directrices pour l'investissement dans une infrastructure énergétique propre : Faciliter l'accès aux énergies propres en faveur du développement et de la croissance verte

ISBN 978-92-64- 21267-1, à paraître, 74 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100



Statistiques de l'OCDE sur l'investissement direct international 2014

ISBN 978-92-64-21461-3, juillet 2014, 236 pages
€100 \$140 £90 ¥13 000

Voir aussi dans la rubrique Meilleures ventes : *Sovereign Borrowing Outlook 2014*

FISCALITÉ

Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Prix pour chaque titre : €36 \$50 £32 ¥3 900

Barbados 2014, Phase 1 Micronesia 2014, Phase 1
Colombia 2014, Phase 1 Saudi Arabia 2014, Phase 1
Latvia 2014, Phase 1 Slovak Rep. 2014, Phase 2
Malaysia 2014, Phase 2 Slovenia 2014, Phase 2



Les impôts sur les salaires

ISBN 978-92-64-21396-8, août 2014, 590 pages
€165 \$231 £149 ¥21 400

Revenue Statistics in Asian Countries 2014: Trends in Indonesia and Malaysia

ISBN 978-92-64-21062-2, mai 2014, 76 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

OECD Reviews of Pension Systems: Ireland

ISBN 978-92-64-20879-7, mai 2014, 148 pages
€46 \$65 £42 ¥9 900

GOUVERNANCE



Women, Government and Policy Making in OECD Countries: Fostering Diversity for Inclusive Growth

ISBN 978-92-64-21070-7, juin 2014, 208 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Les pratiques et procédures budgétaires dans les pays de l'OCDE

ISBN 978-92-64-05970-2, à paraître, 220 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Chile's Supreme Audit Institution: Enhancing Strategic Agility and Public Trust

ISBN 978-92-64-20687-8, mai 2014, 352 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

Regulatory Enforcement and Inspections

ISBN 978-92-64-20810-0, mai 2014, 68 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Colombia

ISBN 978-92-64-20812-4, mai 2014, 164 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500

Examen d'intégrité de l'OCDE du système de contrôle de la Tunisie : Gestion des risques dans les institutions publiques

ISBN 978-92-64-20875-9, juillet 2014, 102 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

The Governance of Regulators

ISBN 978-92-64-20900-8, juin 2014, 120 pages
€36 \$51 £33 ¥4 600

OECD Regulatory Compliance Cost Assessment Guidance

ISBN 978-92-64-20964-0, mai 2014, 76 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

OECD Framework for Regulatory Policy Evaluation.

ISBN 978-92-64-21443-9, juillet 2014, 80 pages
€24 \$34 £22 ¥3 100

Slovak Republic: Developing a Sustainable Strategic Framework for Public Administration Reform

ISBN 978-92-64-21263-3, mai 2014, 88 pages
€25 \$35 £23 ¥3 200

INDUSTRIE ET SERVICES



Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2014

ISBN 978-92-64-20524-6, juillet 2014, 370 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

Panorama de l'entrepreneuriat 2014

ISBN 978-92-64- 21208-4, 120 pages
€45 \$63 £41 ¥5 800

QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ

Making Mental Health Count: The Social and Economic Costs of Neglecting Mental Health Care

ISBN 978-92-64-20843-8, juillet 2014, 250 pages
€75 \$105 £68 ¥9 700

OECD Reviews of Health Care Quality - Norway 2014: Raising Standards

ISBN 978-92-64-20845-2, mai 2014, 200 pages
€39 \$55 £36 ¥5 000

OECD Reviews of Health Care Quality - Turkey 2013: Raising Standards

ISBN 978-92-64-20204-7, juin 2014, 160 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600

**OECD Reviews of Health Care Quality: -
Czech Republic 2014: Raising Standards**

ISBN 978-92-64-20859-9, juin 2014, 160 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

**SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION**



**Making
Innovation
Policy Work:
Learning from
Experimentation**

ISBN 978-92-64-
18387-2, mai 2014,
286 pages
€60 \$84 £54
¥7 800

**OECD Reviews of Innovation Policy:
Colombia 2014**

ISBN 978-92-64-20462-1, juin 2014, 250 pages
€70 \$98 £63 ¥9 100

**Science, Technology and Innovation in
Viet Nam**

ISBN 978-92-64-21329-6, juin 2014, 250 pages
€75 \$105 £68 ¥9 700

**Emerging Policy Issues in Synthetic
Biology**

ISBN 978-92-64-20841-4, juin 2014, 168 pages
€35 \$49 £32 ¥4 500

**Industry and Technology Policies
in Korea**

ISBN 978-92-64-21321-0, juin 2014, 208 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

TRANSPORT

**Accroître la capacité aéroportuaire dans
des grandes zones urbaines : Table
Ronde 153**

ISBN 978-92-82-10740-9, à paraître, 180 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

À PARAÎTRE

- Regards sur l'éducation 2014
- Regards sur l'éducation 2014 : Panorama
- PISA 2012 Results: Financial Literacy
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014
- How Was Life? 2014
- Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014
- Modèle OCDE de Convention fiscale 2014 :
version abrégée
- Modèle OCDE de Convention fiscale 2014 :
version complète
- How's Life in Your Region?
- OECD Development Co-operation Report 2014
- Science, technologie et industrie : Perspectives de
l'OCDE 2014
- OECD Pensions Outlook 2014
- Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2014
- Perspectives de l'OCDE des migrations
internationales 2014

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur :

www.oecd.org/librairie

et

www.oecd-ilibrary.org

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE est
disponible sur :

www.oecd.org/about/publishing/ordering-oecd-publications.htm

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur :

www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers

Spécial éthique et gouvernance d'entreprise



Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales Édition 2011

Cette édition 2011 du principal

instrument mondial à l'appui d'une conduite responsable des entreprises intègre de nouvelles recommandations concernant la violation des droits de l'homme et la responsabilité des entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

ISBN 978-92-64-11542-2, octobre 2011, 104 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100



Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2013 : La conduite responsable des entreprises en action

Ce rapport annuel, le treizième du genre, décrit les activités entreprises afin de promouvoir le respect des Principes directeurs pendant l'année entre juin 2012 et juin 2013.

ISBN 978-92-64-20472-0, février 2014, 196 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100



Manuel de sensibilisation au paiement de pots-de-vin et à la corruption à l'intention de vérificateurs fiscaux

Ce manuel a pour but de sensibiliser

les vérificateurs fiscaux aux problématiques liées aux pots-de-vin et autres formes de corruption. Il donne des clés pour identifier les indicateurs de pots-de-vin.

ISBN 978-92-64-20602-1, décembre 2013, 72 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100



Risk Management and Corporate Governance

Cette sixième évaluation par les pairs des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE analyse le cadre et les

pratiques de gouvernement d'entreprise en rapport avec la gestion des risques liés aux entreprises, dans le secteur privé et les entreprises d'État.

ISBN 978-92-64-20862-9, avril 2014, 92 pages
€27 \$38 £25 ¥3 500



Supervision and Enforcement in Corporate Governance

Cette cinquième évaluation par les pairs des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE analyse le

contrôle et la mise en œuvre des règles et pratiques en rapport avec les transactions entre parties liées, les offres publiques d'achat et les assemblées d'acotionnaires.

ISBN 978-92-64-20332-7, décembre 2013, 116 pages
€33 \$46 £29 ¥4 200



Boards of Directors of State-Owned Enterprises: An Overview of National Practices

Ce livre expose les bonnes pratiques concernant les conseils d'administration

des entreprises publiques. Il s'appuie sur les pratiques nationales de plus de 30 économies.

ISBN 978-92-64-18723-8, juin 2013, 114 pages
€28 \$39 £25 ¥3 600



Corporate Governance, Value Creation and Growth: The Bridge between Finance and Enterprise

Cette publication examine le rôle des

accords de gouvernance d'entreprise pour fournir les bonnes incitations à contribuer au processus de création de valeur au sein des entreprises privées, ainsi que les conséquences des différentes structures de propriété sur les cadres et pratiques de gouvernance d'entreprise.

ISBN 978-92-64-17953-0, septembre 2012, 88 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100



The Role of Institutional Investors in Promoting Good Corporate Governance

Ce rapport, qui couvre 26 juridictions et notamment des

examens en profondeur de l'Australie, du Chili et de l'Allemagne, se concentre sur le rôle des investisseurs institutionnels dans la promotion des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise.

ISBN 978-92-64-12874-3, janvier 2012, 136 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000



Board Practices: Incentives and Governing Risks

Cette publication examine avec quelle efficacité les conseils d'administration gèrent l'alignement des rémunérations des membres de

l'exécutif et du conseil sur les intérêts à plus long terme de leurs entreprises.

ISBN 978-92-64-11351-0, août 2011, 144 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Le Myanmar investit dans l'avenir



Après des décennies d'isolement économique, le Myanmar revient sur le marché international, avec un large éventail de réformes visant à attirer le commerce international et

l'investissement étranger. Ces réformes vont de l'amélioration des infrastructures à des transformations du secteur monétaire et financier, en passant par la sécurité alimentaire et la croissance agricole. Grâce à ses ressources naturelles et sa population active jeune, ce pays de plus de 60 millions d'habitants, autrefois surnommé « le bol de riz de l'Asie », a tout intérêt à ouvrir son économie.

Le rapport *OECD Investment Policy Review of Myanmar*, guide utile pour les décideurs et les investisseurs souhaitant se lancer dans l'aventure, souligne les opportunités et défis

à venir en analysant les politiques en vigueur et celles qui pourraient être envisagées. La loi de 2012 sur les investissements étrangers, par exemple, est saluée pour avoir élargi les protections légales des investisseurs étrangers. À l'avenir, toutefois, les nouveaux cadres devront aussi intégrer le principe de non-discrimination, en allégeant les restrictions applicables aux investisseurs étrangers pour certains produits ou dans certains secteurs, et en évaluant l'efficacité des critères actuels de partenariat.

Attirer des investissements agricoles de longue durée est une autre priorité du Myanmar. Les nouvelles lois foncières et les incitations fiscales généreuses visent à attirer les entreprises, mais l'OCDE recommande des solutions plus durables, comme une meilleure harmonisation de la législation et la mise en place d'infrastructures rurales.

Les politiques destinées à encourager un comportement responsable des entreprises ont permis d'importants progrès. Le Myanmar a réintégré l'Organisation mondiale du travail

en 2012, suite à l'adoption d'une nouvelle législation condamnant le travail forcé et autorisant la création de syndicats. Depuis 2013, une nouvelle loi sur le règlement des conflits du travail renforce les droits des travailleurs et introduit un salaire minimum. Selon la loi de 2012 sur la protection de l'environnement, toutes les entreprises sont également tenues de réaliser des études d'impact social et environnemental. De solides précédents ont donc été établis en faveur de l'introduction et de la reconnaissance progressive des normes internationales en matière de droit du travail, de protection de l'environnement et de responsabilité des entreprises.

OCDE (2014), *OECD Investment Policy Reviews: Myanmar 2014*, Éditions OCDE.

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264206441-en>

La France en mal de compétitivité



Si la France a relativement mieux résisté à la crise financière que nombre de ses partenaires, sa performance économique au cours des dernières décennies a toutefois été fragile, selon un nouveau

rapport de l'OCDE, *France : Redresser la compétitivité*. Le niveau de revenu par habitant y a crû moins vite (0,5 point de moins par an en moyenne) que dans l'ensemble de l'OCDE. Cette faible croissance des revenus s'explique par un recul prononcé du nombre moyen d'heures travaillées, qui n'a été qu'en partie compensé par des gains de productivité horaire restés inférieurs à la moyenne de l'OCDE, et par des taux d'emploi particulièrement faibles pour les seniors et les jeunes.

L'insuffisance des gains de productivité se reflète dans la détérioration de la compétitivité du secteur productif français et ses difficultés d'adaptation à la mondialisation croissante des échanges et de l'investissement. Depuis le début des années 2000, ces difficultés ont entraîné des pertes de parts de marché plus importantes que dans nombre d'autres économies avancées et ce, malgré des conditions légèrement favorables en matière de spécialisation sectorielle et d'orientation géographique des échanges.

L'amélioration de la compétitivité de l'économie française est essentielle pour améliorer les performances en matière de croissance et d'emploi, enrayer la baisse de la part des exportations dans le commerce mondial et redresser les comptes extérieurs de la France.

Le rapport de l'OCDE propose plusieurs leviers d'action : stimulation de l'innovation,

renforcement du capital humain, amélioration et simplification de l'environnement réglementaire, promotion de la concurrence sur les marchés de produits (notamment pour les services, les industries de réseau et le commerce de détail), réforme fiscale pour limiter les distorsions qui pèsent notamment sur les PME et l'allocation de l'épargne, et amélioration de l'efficacité du secteur public. Il s'agit aussi de diminuer le coût du travail, en particulier sur les bas salaires, et de réduire la dualité du marché du travail, qui constitue un obstacle au développement du capital humain et limite l'adaptation de l'économie aux chocs, qui frappent de façon disproportionnée les populations les plus vulnérables.

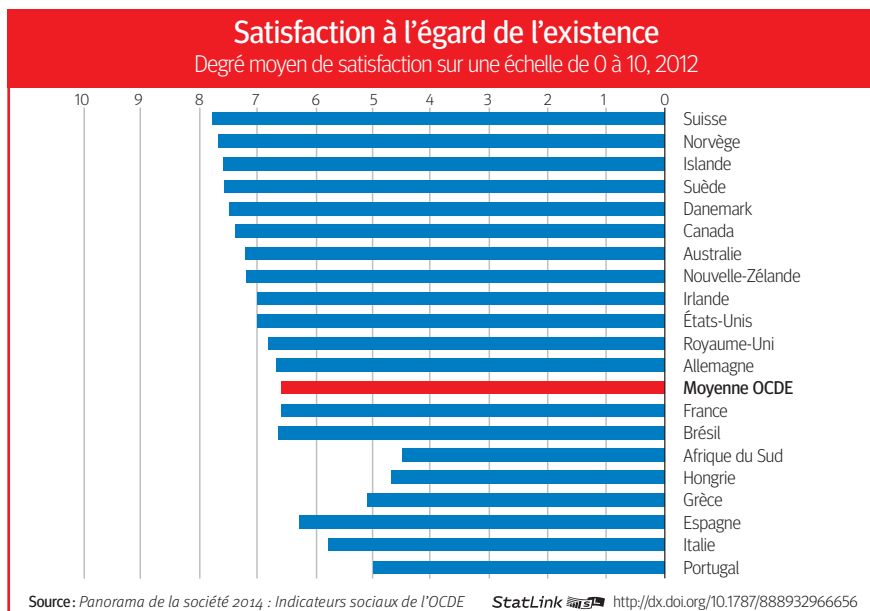
OCDE (2014), *France : Redresser la compétitivité, série « Politiques meilleures »*, Éditions OCDE.

L'économie du bonheur

Si vous voulez vivre *Happy*, oubliez pour un temps Pharrell Williams et pensez à déplacer vos pénates vers le nord : après la Suisse en 2012, ce sont en effet les pays nordiques, Norvège, Islande, Suède et Danemark, qui montent cette année sur le podium des pays plus heureux de l'OCDE.

Sur une échelle de 0 à 10 du niveau de satisfaction à l'égard de la vie, tous les pays anglophones se situent entre 5 et 10, avec une moyenne de 7,1. Parmi les puissances émergentes, le Brésil arrive en tête avec 6,7, score partagé avec l'Allemagne et supérieur à la moyenne des 34 pays de l'OCDE. L'Afrique du Sud, l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, affiche un score de 4,5, juste en dessous de celui de la Hongrie, qui souffre encore d'un lourd déficit public.

Pendant la crise économique mondiale, le niveau de satisfaction a dégringolé dans de nombreux pays de l'OCDE. La Grèce a connu la chute la plus spectaculaire, de 1,5 point,



suivie par l'Espagne, l'Italie et le Portugal qui ont perdu respectivement 0,8, 0,7 et 0,6 point. Derrière ces pays méditerranéens, les États-Unis accusent la deuxième plus forte

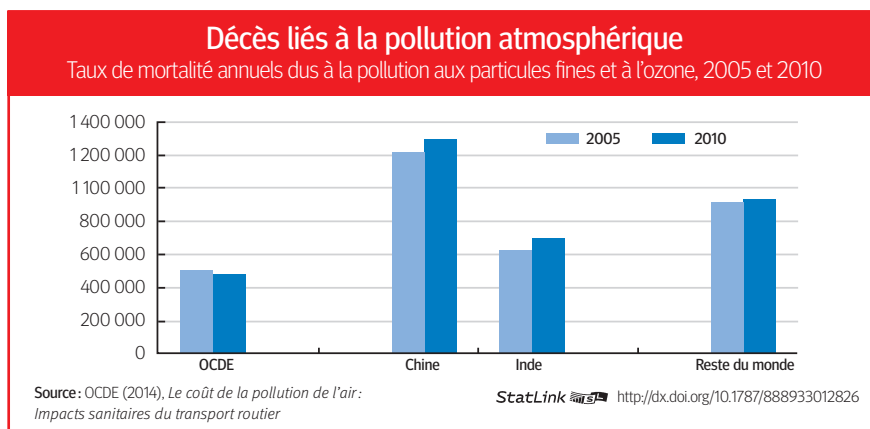
baisse de la zone OCDE, passant de 7,5 à 7 points.

Voir www.oecd.org/fr/social et www.oecdbetterlifeindex.org/fr

La pollution tue

Dans la zone OCDE, le nombre de décès liés à la pollution atmosphérique continue de régresser, principalement grâce à la réglementation des émissions des véhicules et au progrès technologique. Entre 2005 et 2010, ce tribut a chuté de 4%, passant de 498 000 à quelque 478 000 décès par an. Mais à y regarder de plus près, les données sont plus inquiétantes. À l'extérieur de l'UE, seuls les États-Unis et Israël ont réussi à réduire leurs chiffres, alors que 14 autres pays membres de l'OCDE, dont l'Australie, le Canada et le Japon, ont enregistré une hausse en valeur absolue.

Hors OCDE, les données sont plus alarmantes encore. Le nombre de décès prématurés liés à la pollution de l'air a augmenté de 4% en moyenne durant cette période. En Chine, où l'on comptait déjà 1 215 180 décès, l'augmentation a été de 5%, soit 64 000 nouveaux cas. L'Inde a connu une hausse encore plus spectaculaire, de 12%, passant de 620 000 à 694 400 décès. De fait, ces deux



pays comptent pour plus de la moitié du coût sanitaire mondial de la pollution. D'après les estimations de l'OCDE, le coût des 3,4 millions de décès enregistrés dans le monde en 2010 représente 3 500 milliards USD en frais et en pertes de productivité dans la zone OCDE plus Chine et Inde.

Dans les pays en développement, le trafic progresse beaucoup plus vite que le

durcissement des mesures antipollution. Les pouvoirs publics pourraient contribuer à réduire la mortalité en prenant des mesures fiscales et réglementaires ciblant les émissions des véhicules diesel et essence.

Voir www.oecd.org/environnement

Y a-t-il autre chose que le foot dans la vie ?

« Transformar o Jogo Bonito em Vida Bonita »

Anthony Gooch, Directeur, Direction des relations extérieures et de la communication de l'OCDE, et l'un des chefs de projet de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE



Passer la balle : Pelé (à droite) et le ministre brésilien des Sports, Aldo Rebelo

« Certains pensent que le football est une question de vie ou de mort... Je peux vous assurer que c'est bien plus important que ça. » Cette phrase de Bill Shankly, légendaire entraîneur du Liverpool FC, est devenue culte pour les passionnés de football, que les Brésiliens appellent *o jogo bonito*, « le beau jeu ».

Sans aller aussi loin, le football et le sport en général jouent un rôle majeur dans la vie des gens, pour de multiples raisons.

Au moment où la fièvre du football s'apprête comme tous les quatre ans à gagner la planète, interrogeons-nous sur l'après, quand le coup de sifflet final aura retenti, sonnant la dispersion générale. Ce n'est pas la première fois que l'OCDE couvre la suite des grandes manifestations sportives. En 2010, nous avons publié un examen de l'héritage que pourraient laisser les Jeux olympiques et paralympiques de 2012 à Londres, et fait valoir que les grands événements peuvent avoir des retombées bénéfiques durables pour leurs organisateurs s'ils mettent à profit les atouts préexistants ; il n'est pas nécessaire de partir de zéro.

Offrir aux gens une vie valant d'être vécue qu'ils n'auraient pu avoir autrement – tout est là. Notre partenaire brésilien, la Fundação Getulio Vargas, a analysé l'impact du football sur le développement socio-économique du Brésil (FGV Projetos Cadernos 6/13 n° 22). Organiser une Coupe du monde coûte cher. Le Brésil aura dépensé 26 milliards de réals (11 milliards USD) pour ses stades et pour moderniser ses aéroports, ses ports et ses infrastructures de mobilité urbaine. Pourtant, cela représente seulement 0,7 % de l'investissement total programmé dans le pays sur la période 2010-14, et l'essentiel de l'impact s'est déjà fait sentir. Pour les villes et les États accueillant les rencontres, les dépenses liées à la compétition oscilleront entre seulement 0,24 % et 12,75 % des rentrées fiscales attendues en 2014, d'après les estimations officielles.

Onze milliards de dollars reste une somme colossale, et des millions de Brésiliens sortis de la pauvreté ces dernières années peuvent juger démesuré de consacrer autant d'argent au foot. Les classes moyennes inférieures, imposables, sont en pleine croissance, de même que les

attentes concernant l'éducation, la santé et les transports. Selon une récente enquête du Pew Research Center, plus de 60 % des habitants pensent que l'organisation du Mondial est une mauvaise chose pour le Brésil car elle engloutit des ressources qui devraient revenir aux écoles, aux soins de santé et à d'autres services publics.

Qu'est-ce qui fait que la vie vaut d'être vécue, comment concilier au mieux des intérêts, des moyens et des objectifs concurrents ? Autant de questions auxquelles les gouvernants doivent répondre en permanence. L'objectif déclaré de l'OCDE est de promouvoir « des politiques meilleures pour une vie meilleure », mais nous savons que, comme dans le débat sur la meilleure équipe de football de tous les temps (le Brésil de 1970 ? le Real Madrid de 1960 ?), il n'existe pas de réponse définitive. Aussi est-il important de doter les citoyens, les électeurs et les contribuables d'informations ainsi que d'une voix au chapitre, pour leur permettre de communiquer leurs priorités aux décideurs politiques partout dans le monde.

C'est dans cette optique que nous avons lancé le 9 juin *O Índice para Uma Vida Melhor*, version portugaise de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, en compagnie du « roi » Pelé, du ministre brésilien des Sports, Aldo Rebelo, et de notre partenaire pour *O Índice*, la FGV. Cet instrument en ligne permet aux citoyens du monde entier de créer leur propre indicateur du bien-être et de la qualité de vie en notant, par ordre d'importance, 11 critères portant aussi bien sur des aspects matériels (revenu, emploi, logement) que sur des facteurs de qualité de vie (liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, sécurité, équilibre travail-vie et, enfin et surtout, satisfaction ou bonheur). Aujourd'hui, il existe des indicateurs pour 36 pays, et ce nombre est appelé à augmenter avec le temps.

Depuis son lancement en 2011, plus de quatre millions de personnes dans 184 pays ont utilisé l'Indicateur du vivre mieux, qui est devenu une référence et un modèle au niveau international en matière de mesure du bien-être. Après les anglophones, les francophones, les hispanophones, les germanophones et les russophones, plus de 250 millions de lusophones peuvent désormais accéder à l'Indicateur dans leur langue maternelle.

La Coupe du monde au Brésil est le moment idéal pour une campagne mondiale multilingue en ligne sur le thème « Y a-t-il autre chose que le foot dans la vie ? », afin de sensibiliser les habitants du monde entier à ce qui compte vraiment au quotidien, à ce qui fait le bien-être et la qualité de vie au XXI^e siècle.

Pour Matias Deodato de Castro e Melo, personnage de l'une des *Historias sem data* (Histoires sans date) du grand écrivain brésilien Machado de Assis, « a felicidade é um par de botas », le bonheur est une paire de bottes. Après *o jogo bonito*, construisons *a vida bonita*.

Adapté d'un blog publié sur www.oecdinsights.org, 9 juin 2014

Références

OCDE (2013), « Après la finale : réflexions sur la Coupe du monde de football en Afrique du Sud », entretien avec Nhlanhla Musa Nene, vice-ministre des Finances de l'Afrique du Sud, *L'Observateur de l'OCDE* n° 296, T3.

OCDE (2010), *Local Development Benefits from Staging Global Events: Achieving the Local Development Legacy from 2012*, Éditions OCDE.

Votre indicateur du vivre mieux

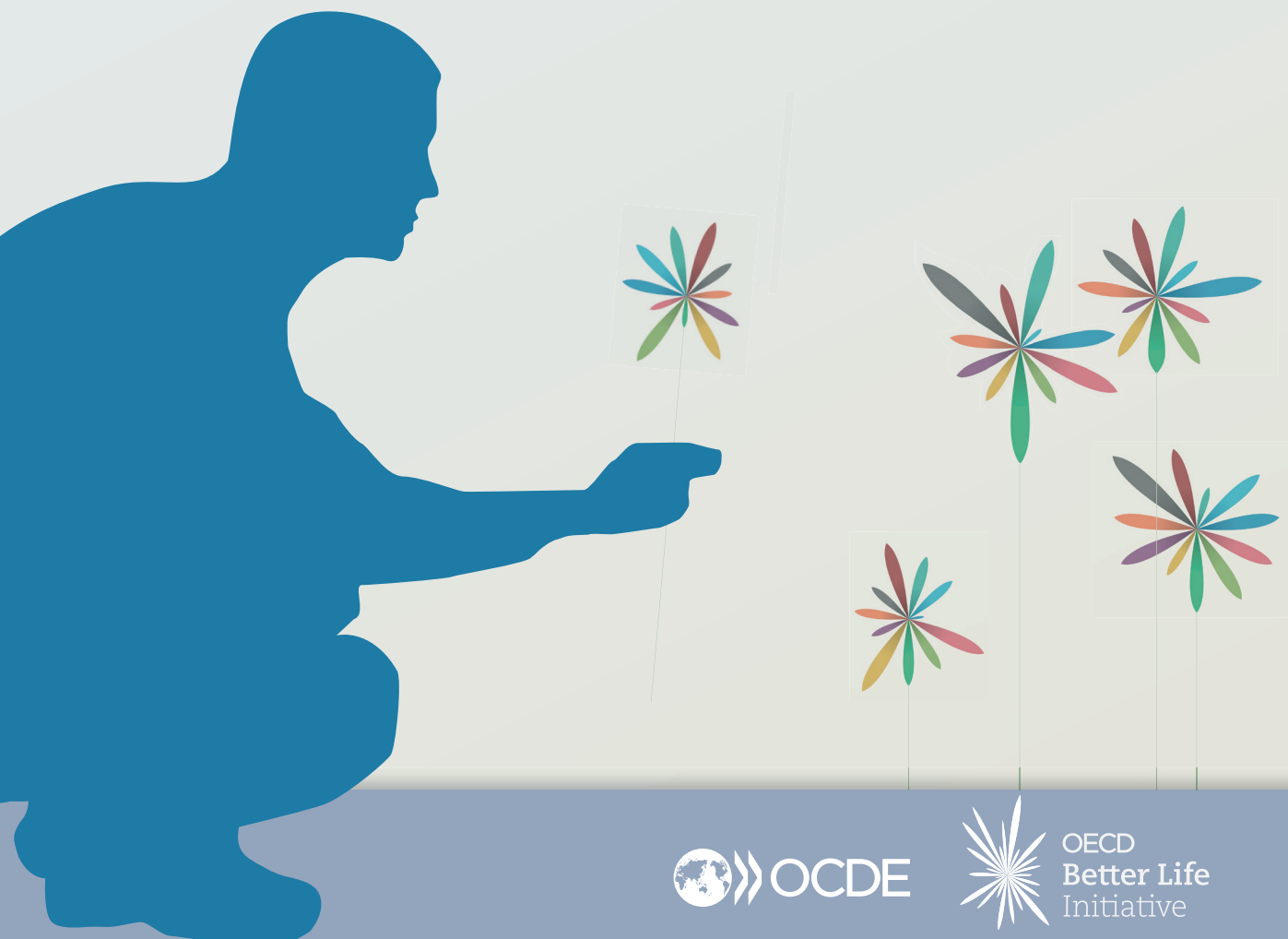
Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Votre indicateur du vivre mieux vous permet de comparer le bien-être dans différents pays, sur la base de 11 thèmes considérés comme essentiels. Chaque pays est représenté par une fleur dont les 11 pétales correspondent à chacun des thèmes. La longueur de chaque pétale indique la performance du pays pour le thème correspondant. La hauteur des fleurs permet d'évaluer les performances globales des pays.

Votre indicateur du vivre mieux vous permet de classer les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux 11 différents critères du bien-être. Il vous permet aussi de comparer vos priorités avec celles des autres utilisateurs en fonction de critères géographique, d'âge et de genre, et de partager vos résultats.

Créez votre indicateur du vivre mieux sur :

www.oecdbetterlifeindex.org/fr

Comparez votre qualité de vie avec d'autres pays



Pour en savoir plus sur la qualité de vie des différents pays de l'OCDE, commandez *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*.
Disponible sur la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/librairie

			variation en % par rapport à						
			la période précédente	l'année précédente				niveau	
								valeur courante	même période année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T1-2014	0,8	2,3	Balance des comptes courants	T1-2014	68,6	65,0
		Production industrielle	T1-2014	1,1	4,2	Taux de chômage	T1-2014	5,2	5,4
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	1,2	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Australie	Produit intérieur brut	T1-2014	1,1	3,5	Balance des comptes courants	T1-2014	-5,1	-12,9
		Production industrielle	T1-2014	3,4	5,7	Taux de chômage	T1-2014	5,9	5,5
		Prix à la consommation	T1-2014	0,6	2,9	Taux d'intérêt	T1-2014	2,6	3,0
	Autriche	Produit intérieur brut	T1-2014	0,2	0,9	Balance des comptes courants	T4-2013	2,2	2,3
		Production industrielle	T1-2014	1,8	2,3	Taux de chômage	T1-2014	4,9	4,9
		Prix à la consommation	T1-2014	0,1	1,6	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Belgique	Produit intérieur brut	T1-2014	0,4	1,2	Balance des comptes courants	T4-2013	0,8	-4,3
		Production industrielle	T1-2014	-0,8	4,0	Taux de chômage	T1-2014	8,5	8,3
		Prix à la consommation	T1-2014	0,4	1,0	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Canada	Produit intérieur brut	T1-2014	0,3	2,2	Balance des comptes courants	T1-2014	-11,2	-14,9
		Production industrielle	T1-2014	1,1	3,3	Taux de chômage	T1-2014	7,0	7,1
		Prix à la consommation	T1-2014	0,9	1,4	Taux d'intérêt	T1-2014	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T1-2014	0,7	2,0	Balance des comptes courants	T1-2014	-2,0	-3,1
		Production industrielle	T1-2014	0,3	-1,0	Taux de chômage	T1-2014	6,4	6,2
		Prix à la consommation	T1-2014	1,3	3,4	Taux d'intérêt	T1-2014	4,2	0,0
	Corée	Produit intérieur brut	T1-2014	0,9	4,0	Balance des comptes courants	T4-2013	20,2	14,0
		Production industrielle	T1-2014	0,2	1,2	Taux de chômage	T1-2014	3,5	3,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,9	1,1	Taux d'intérêt	T1-2014	2,7	2,8
	Danemark	Produit intérieur brut	T1-2014	0,9	1,5	Balance des comptes courants	T4-2013	6,9	4,5
		Production industrielle	T1-2014	-0,9	-1,0	Taux de chômage	T1-2014	6,8	7,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	0,6	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,3
	Espagne	Produit intérieur brut	T1-2014	0,4	0,5	Balance des comptes courants	T4-2013	8,4	8,3
		Production industrielle	T1-2014	0,5	1,3	Taux de chômage	T1-2014	25,3	26,3
		Prix à la consommation	T1-2014	-1,2	0,0	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Estonie	Produit intérieur brut	T1-2014	-1,2	-0,8	Balance des comptes courants	T4-2013	0,1	-0,1
		Production industrielle	T1-2014	0,3	-1,1	Taux de chômage	T1-2014	7,9	9,1
		Prix à la consommation	T1-2014	0,4	0,6	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	États-Unis	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,2	2,0	Balance des comptes courants	T4-2013	-81,1	-102,3
		Production industrielle	T1-2014	1,1	3,4	Taux de chômage	T1-2014	6,7	7,7
		Prix à la consommation	T1-2014	0,8	1,4	Taux d'intérêt	T4-2013	0,0	0,2
	Finlande	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,4	-0,5	Balance des comptes courants	T1-2014	-0,4	-0,5
		Production industrielle	T1-2014	-3,2	-5,2	Taux de chômage	T1-2014	8,4	8,1
		Prix à la consommation	T1-2014	0,4	1,3	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	France	Produit intérieur brut	T1-2014	0,0	0,8	Balance des comptes courants	T1-2014	-7,8	-13,2
		Production industrielle	T1-2014	-0,3	-0,2	Taux de chômage	T1-2014	10,4	10,3
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	0,7	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Grèce	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants	T1-2014	0,0	-1,1
		Production industrielle	T1-2014	2,4	0,5	Taux de chômage	T4-2013	27,4	26,2
		Prix à la consommation	T1-2014	-1,1	-1,3	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Hongrie	Produit intérieur brut	T1-2014	1,1	3,2	Balance des comptes courants	T4-2013	1,4	0,3
		Production industrielle	T1-2014	3,2	7,5	Taux de chômage	T1-2014	8,0	11,0
		Prix à la consommation	T1-2014	0,1	0,0	Taux d'intérêt	T1-2014	3,1	0,0
	Irlande	Produit intérieur brut	T4-2013	-2,3	-0,6	Balance des comptes courants	T4-2013	4,1	3,3
		Production industrielle	T1-2014	4,6	3,3	Taux de chômage	T1-2014	12,1	13,7
		Prix à la consommation	T1-2014	0,0	0,1	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Islande	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,7	-1,7	Balance des comptes courants	T4-2013	0,2	-0,1
		Production industrielle	T4-2013	3,3	1,3	Taux de chômage	T1-2014	5,4	5,5
		Prix à la consommation	T1-2014	0,3	2,5	Taux d'intérêt	T1-2014	6,2	6,2
	Israël	Produit intérieur brut	T1-2014	0,5	2,8	Balance des comptes courants	T4-2013	2,2	0,6
		Production industrielle	T1-2014	-0,1	0,7	Taux de chômage	T1-2014	5,8	6,6
		Prix à la consommation	T1-2014	-0,7	1,3	Taux d'intérêt	T1-2014	0,8	1,7
	Italie	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,1	-0,5	Balance des comptes courants	T1-2014	7,9	-0,1
		Production industrielle	T1-2014	0,0	0,0	Taux de chômage	T1-2014	12,7	11,9
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	0,5	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Japon	Produit intérieur brut	T1-2014	1,6	2,8	Balance des comptes courants	T4-2013	-3,0	13,3
		Production industrielle	T1-2014	2,7	7,8	Taux de chômage	T1-2014	3,6	4,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,0	1,5	Taux d'intérêt	T1-2014	0,2	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T4-2013	0,7	2,4	Balance des comptes courants	T4-2013	2,3	0,8
		Production industrielle	T1-2014	-3,5	7,0	Taux de chômage	T1-2014	6,1	5,6
		Prix à la consommation	T1-2014	0,0	1,1	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2

			variation en % par rapport à					niveau	
			la période précédente	l'année précédente	valeur courante			même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T1-2014	0,3	0,6	Balance des comptes courants	T4-2013	-2,9	-5,0
		Production industrielle	T1-2014	0,4	..	Taux de chômage	T1-2014	4,9	5,0
		Prix à la consommation	T1-2014	1,9	4,2	Taux d'intérêt	T1-2014	3,8	4,7
	Norvège	Produit intérieur brut	T1-2014	0,3	1,8	Balance des comptes courants	T4-2013	12,5	17,3
		Production industrielle	T1-2014	3,5	5,2	Taux de chômage	T1-2014	3,4	3,6
		Prix à la consommation	T1-2014	0,4	2,1	Taux d'intérêt	T1-2014	1,7	1,9
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T4-2013	0,6	2,3	Balance des comptes courants	T4-2013	-0,7	-1,8
		Production industrielle	T4-2013	3,7	3,6	Taux de chômage	T1-2014	6,0	6,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,3	1,5	Taux d'intérêt	T1-2014	3,0	2,7
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T1-2014	-1,4	-0,3	Balance des comptes courants	T4-2013	17,9	19,4
		Production industrielle	T1-2014	-6,1	-8,6	Taux de chômage	T1-2014	7,2	6,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	1,1	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Pologne	Produit intérieur brut	T1-2014	1,1	3,5	Balance des comptes courants	T4-2013	0,2	-2,7
		Production industrielle	T1-2014	0,7	5,9	Taux de chômage	T1-2014	9,9	10,6
		Prix à la consommation	T1-2014	0,2	0,8	Taux d'intérêt	T1-2014	2,7	3,7
	Portugal	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,7	1,1	Balance des comptes courants	T3-2013	-0,6	-0,5
		Production industrielle	T1-2014	-1,0	2,1	Taux de chômage	T1-2014	14,9	17,4
		Prix à la consommation	T1-2014	-0,9	-0,1	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	République slovaque	Produit intérieur brut	T1-2014	0,6	2,0	Balance des comptes courants	T4-2013	0,0	0,8
		Production industrielle	T1-2014	1,7	9,1	Taux de chômage	T1-2014	14,0	14,3
		Prix à la consommation	T1-2014	0,0	-0,1	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	République tchèque	Produit intérieur brut	T1-2014	0,4	2,5	Balance des comptes courants	T4-2013	-0,3	-1,3
		Production industrielle	T1-2014	1,3	6,9	Taux de chômage	T1-2014	6,6	7,2
		Prix à la consommation	T1-2014	0,4	0,2	Taux d'intérêt	T1-2014	0,4	0,5
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T1-2014	0,8	3,1	Balance des comptes courants	T4-2013	-36,2	-22,7
		Production industrielle	T1-2014	0,7	2,5	Taux de chômage	T4-2013	7,1	7,7
		Prix à la consommation	T1-2014	0,1	1,7	Taux d'intérêt	T1-2014	0,5	0,5
	Slovénie	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,3	1,5	Balance des comptes courants	T4-2013	0,4	0,5
		Production industrielle	T1-2014	0,8	1,6	Taux de chômage	T1-2014	9,7	10,5
		Prix à la consommation	T1-2014	-0,9	0,5	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
	Suède	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,1	1,8	Balance des comptes courants	T4-2013	8,4	8,7
		Production industrielle	T1-2014	0,8	-1,0	Taux de chômage	T1-2014	8,1	8,1
		Prix à la consommation	T1-2014	-0,7	-0,3	Taux d'intérêt	T1-2014	0,7	1,0
	Suisse	Produit intérieur brut	T1-2014	0,5	1,7	Balance des comptes courants	T4-2013	14,3	15,1
		Production industrielle	T4-2013	-0,9	-1,1	Taux de chômage	T4-2013	4,1	4,4
		Prix à la consommation	T1-2014	-0,2	0,0	Taux d'intérêt	T1-2014	0,0	0,0
	Turquie	Produit intérieur brut	T4-2013	0,5	4,8	Balance des comptes courants	T4-2013	-16,1	-10,5
		Production industrielle	T1-2014	2,5	4,6	Taux de chômage	T4-2013	8,7	8,3
		Prix à la consommation	T1-2014	3,0	8,0	Taux d'intérêt		..	..
	Union européenne	Produit intérieur brut	T1-2014	0,3	1,4	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2014	0,3	1,8	Taux de chômage	T1-2014	10,5	10,9
		Prix à la consommation	T1-2014	..	0,8	Taux d'intérêt		..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T1-2014	0,2	0,9	Balance des comptes courants	T4-2012	51,7	17,2
		Production industrielle	T1-2014	0,2	1,4	Taux de chômage	T1-2014	11,8	12,0
		Prix à la consommation	T1-2014	..	0,6	Taux d'intérêt	T1-2014	0,3	0,2
Non membres									
	Afrique du Sud ¹	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,2	1,8	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	2,1	5,9	Taux d'intérêt	T4-2013	5,1	5,0
	Brésil ¹	Produit intérieur brut	T1-2014	0,2	1,9	Balance des comptes courants	T4-2013	-18,8	-18,0
		Production industrielle	T4-2013	-0,5	0,2	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	2,1	5,8	Taux d'intérêt		..	..
	République populaire de Chine ¹	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants	T2-2013	54,2	58,1
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	1,3	2,3	Taux d'intérêt	T1-2014	5,6	3,7
	Fédération de Russie	Produit intérieur brut	T4-2013	0,9	2,2	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T1-2014	-0,7	1,5	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	1,9	6,4	Taux d'intérêt	T1-2014	7,8	7,5
	Inde ¹	Produit intérieur brut	T1-2014	2,1	5,9	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2014	1,0	-0,7	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	-1,2	6,9	Taux d'intérêt		..	..
	Indonésie ¹	Produit intérieur brut	T1-2014	1,2	5,3	Balance des comptes courants	T4-2013	-3,5	-7,3
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	T1-2014	1,1	7,2	Taux d'intérêt	T1-2014	8,1	5,8

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

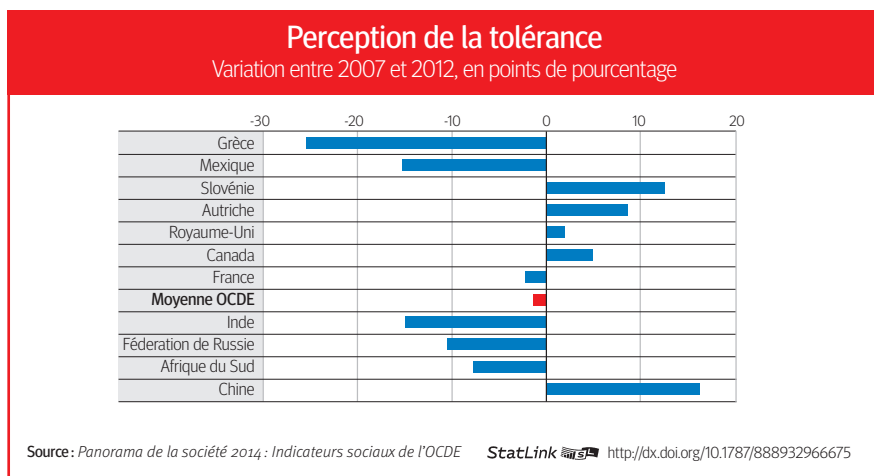
.. = données non disponibles, *Programme d'engagement renforcé. Les données pour la zone euro couvrent désormais 18 pays.

Source : Principaux indicateurs économiques, juin 2014.

La tolérance en crise ?

L'immigration a fait l'objet de débats houleux durant les élections européennes de mai 2014. Les économistes se demandent maintenant si le sentiment anti-immigration peut être imputé à des facteurs aussi bien budgétaires que sociaux.

Bien que les travaux de l'OCDE suggèrent que les immigrés représentent un bénéfice net pour leur pays d'accueil (voir « Immigration: balayer une idée reçue », *L'Observateur de l'OCDE*, n°295, T2 2013), les pays de l'OCDE sont devenus un peu moins tolérants envers les immigrés durant la crise de 2007-2012, avec une dégradation plus nette dans les pays les plus touchés par la récession. Prenons l'exemple de la Grèce: avant la crise, environ 67% des Grecs considéraient qu'il faisait bon vivre dans leur région pour les immigrés. En 2012, ils n'étaient plus que 26%. Au Mexique, la tolérance perçue, qui était de 68%, a baissé de 15 points. Cependant, elle a augmenté en Slovaquie et en Autriche, malgré les problèmes budgétaires. Remarquons aussi qu'elle a progressé de deux points au Royaume-Uni, malgré les tensions politiques croissantes



autour du rôle de l'UE dans la régulation des flux migratoires.

Dans les pays émergents, la variation des niveaux de tolérance est encore plus marquée. Alors qu'on observe un net recul en Inde, Russie et Afrique du Sud, la Chine a connu la plus forte hausse enregistrée dans

les 41 pays membres et non membres de l'OCDE considérés, avec une augmentation de 16,5 points du nombre de Chinois considérant qu'il fait bon vivre dans leur région pour les immigrés.

Voir www.oecd.org/fr/migrations

ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Oui, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume l'édition spéciale Forum de l'OCDE.

- € 77
- US\$ 102
- £ 60
- ¥ 9 800

Oui, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et 2 éditions spéciales Forum de l'OCDE, réalisant ainsi 30% d'économies !

- € 107
- US\$ 146
- £ 86
- ¥ 14 300

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom _____
 Téléphone _____ Fax _____
 Adresse _____
 Code postal, Ville et Pays _____

Organisation _____
 Profession _____
 E-mail _____
 Date _____
 Signature _____

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : oeecdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : oeecdrow@turpin-distribution.com

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
- Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER _____
 N° de carte _____ Date d'expiration _____



L'INNOVATION MÉDICALE VIENT PEUT-ÊTRE DU LABORATOIRE

MAIS COMMENCE TOUJOURS PAR LA PASSION

Depuis plus de 150 ans, les chercheurs MSD sont animés par une passion particulière. Notre but est de développer des médicaments, des vaccins et, de manière générale, des innovations thérapeutiques humaines et vétérinaires qui amélioreront la vie de millions d'entre nous. Nous savons bien que beaucoup reste à faire. C'est pourquoi nous continuons nos efforts et investissements dans la recherche pharmaceutique. Nous souhaitons nous associer à tous ceux qui partagent notre passion pour faciliter l'accès aux soins et améliorer la santé dans le monde. Ensemble, nous pouvons y parvenir.

Pour en apprendre plus sur nos actions, rendez-vous sur msd-france.com





TOYOTA DREAM CAR ART CONTEST

Traveling into tomorrow with a new generation of dreamers

The Toyota Dream Car art contest
invites children from all corners of the globe to share
their dream of the perfect car with us.
Children are our future; we at Toyota believe in
nurturing the creativity of the next generation
of great inventors, thinkers and dreamers.
Every great idea was born in the glimmer of a dream...

TOYOTA

http://www.toyota-global.com/events/dream_car_art_contest/

